



 Haute Ecole et Ecole Supérieure de Travail Social  
Hochschule und Höhere Fachschule für Soziale Arbeit

Travail de Bachelor pour l'obtention du diplôme Bachelor of Arts HES-SO en travail  
social

Haute École de Travail Social – HES-SO//VALAIS - WALLIS

**LES ENJEUX PRÉSENTS DANS L'UNIVERS PROSTITUTIONNEL VALAISAN**

**QU'EN DISENT LES PROFESSIONNEL·LE·S QUI INTERVIENNENT AUPRÈS  
DES TRAVAILLEUR·EUSE·S DU SEXE ?**

Réalisé par :

Grippo Aiden et Dërmaku Arion, BAC20

Responsables :

Karine Darbellay et Jorge Pinho

Sierre, le 27 janvier 2023

## **REMERCIEMENTS**

Nous tenons à remercier toutes les personnes qui ont eu une implication quelconque dans ce travail et qui ont permis sa réalisation.

Dans un premier temps, nous voulons remercier nos deux responsables pour le travail de Bachelor, Madame Karine Darbellay et Monsieur Jorge Pinho qui ont été disponibles en tout temps pour nous conseiller, nous rediriger et nous aider et qui nous ont soutenus tout au long de la rédaction de ce travail.

Nous adressons également nos remerciements à Madame Johanne Guex, Madame Ronite Toledano, Madame Jacqueline Fellay Jordan, Madame Claude Rey et le chef de groupe de l'arrondissement de la police judiciaire du Valais central et responsable des inspecteurs en charge de la prostitution pour ce secteur qui ont accepté de répondre à nos questions pour nos recherches.

Et finalement, nous tenons à remercier tous nos proches pour leur soutien et leurs encouragements.

## **AVERTISSEMENTS**

Les opinions émises dans ce travail n'engagent que leurs auteur·e·s. Nous certifions avoir personnellement écrit le Travail de Bachelor et ne pas avoir eu recours à d'autres sources que celles référencées. Tous les emprunts à d'autres auteur·e·s, que ce soit par citation ou paraphrase, sont clairement indiqués. Le présent travail n'a pas été utilisé dans une forme identique ou similaire dans le cadre de travaux à rendre durant les études. Nous assurons avoir respecté les principes éthiques tels que présentes dans le Code éthique de la recherche. Nous certifions également que le nombre de signes de ce document (corps de texte) est de 86'177 caractères (espaces non compris).

## RESUME

Premièrement, notre intérêt pour la thématique de ce travail a été motivé par une curiosité accrue ; la curiosité de découvrir un milieu qui suscite l'attention d'autrui, mais qui est pourtant passé sous silence. Il est vrai, le milieu prostitutionnel est étranger pour beaucoup de personnes et, pourtant, il fait parler de lui. Après s'être penchés sur le sujet et emprunts d'un élan de militance, nous décidons de confirmer notre choix de thématique et d'écrire ce qui suit.

Nous commençons par étudier des textes de loi comme la LProst valaisanne, des prises de position et des questionnements dans des extraits soigneusement choisis de la littérature qui existe à ce propos. Nous découvrons donc les différents mouvements de pensées qui dominent le débat de la société sur la question de la prostitution ou, encore, des écrits à propos de la notion de choix dans cette pratique. Pour continuer à étudier l'environnement du travail du sexe sur le territoire choisi, nous partons à la rencontre des trois principaux acteur·ice·s qui interviennent auprès de notre public choisi : la police, deux employées qui s'occupent de l'accompagnement des travailleur·euse·s du sexe (TDS) et deux conseillères en santé sexuelle. Les rencontres ne se font pas sans difficulté. En effet, certains terrains sont plus sensibles et moins accessibles que d'autres. C'est une véritable plongée dans l'encadrement professionnel des travailleur·euse·s du sexe ; les points de vue se croisent, se joignent et parfois diffèrent. Nous apprenons surtout que le réseau professionnel autour des travailleur·euse·s du sexe peut être grand, s'il y a volonté et/ou besoin de le créer.

À travers les découvertes du contexte prostitutionnel en Valais et ses enjeux, des pistes d'actions émergent, comme la possibilité d'ouvrir des « salons réglos » ou de faire de la sensibilisation pour limiter la stigmatisation. De nouveaux questionnements apparaissent également et nous découvrons que le travail du sexe est un milieu vaste aux délimitations floues.

Ce travail est donc une première approche et permet de se représenter le cadre du travail du sexe actuel en Valais et de comprendre la manière dont il est encadré.

# TABLE DES MATIÈRES

<b>1</b>	<b><i>Introduction</i></b>	<b>1</b>
<b>1.1</b>	<b>Motivations</b>	<b>1</b>
1.1.1	Aiden	1
1.1.2	Arion	2
<b>1.2</b>	<b>Objectifs</b>	<b>2</b>
1.2.1	Objectifs théoriques	2
1.2.2	Objectifs méthodologiques	3
1.2.3	Objectifs professionnels	3
1.2.4	Objectifs personnels	3
<b>1.3</b>	<b>Liens avec le travail social</b>	<b>4</b>
<b>1.4</b>	<b>Question de départ</b>	<b>4</b>
<b>2</b>	<b><i>Cadre théorique</i></b>	<b>5</b>
<b>2.1</b>	<b>Les enjeux du travail du sexe en Valais</b>	<b>5</b>
2.1.1	Le cadre juridique de la prostitution en Valais	6
2.1.2	Les différents types de prostitution	7
2.1.3	La prostitution : est-ce un travail ou pas ?	7
2.1.4	Stigmatisation, marginalisation et exclusion des travailleur·euse·s du sexe	8
2.1.5	La prostitution est-elle un choix ?	9
2.1.6	Les trajectoires de vie qui amènent à la prostitution	11
2.1.7	La situation particulière des prostitué·e·s migrant·e·s	11
<b>2.2</b>	<b>Quels types d'accompagnement pour cette population ?</b>	<b>12</b>
2.2.1	Les dangers perçus du travail du sexe	13
2.2.2	Les différents courants de pensée	14
2.2.3	Quelques éléments sur l'accompagnement des travailleur·euse·s du sexe	15
<b>2.3</b>	<b>Qui sont les professionnel·le·s qui interviennent auprès des travailleur·euse·s du sexe ?</b>	<b>17</b>
2.3.1	Travailleur·euse·s sociaux et sociales	17
2.3.2	Policier·ère·s	17
2.3.3	Les professionnel·le·s de la santé	17
<b>3</b>	<b><i>La problématique</i></b>	<b>18</b>

<b>3.1</b>	<b>Question de recherche retenue .....</b>	<b>19</b>
<b>3.2</b>	<b>Hypothèses .....</b>	<b>20</b>
3.2.1	Première hypothèse.....	20
3.2.2	Deuxième hypothèse .....	20
3.2.3	Troisième hypothèse .....	21
<b>4</b>	<b>Méthodologie .....</b>	<b>22</b>
<b>4.1</b>	<b>L'entretien exploratoire .....</b>	<b>22</b>
<b>4.2</b>	<b>Le terrain .....</b>	<b>22</b>
4.2.1	Promotion Santé Valais.....	22
4.2.2	La police cantonale valaisanne .....	23
4.2.3	Le centre SIPE de Sion.....	23
<b>4.3</b>	<b>Échantillon .....</b>	<b>23</b>
<b>4.4</b>	<b>Méthode de récolte des données .....</b>	<b>24</b>
4.4.1	Entretien semi-directif .....	24
4.4.2	Questionnaire .....	25
<b>4.5</b>	<b>Limites méthodologiques .....</b>	<b>25</b>
<b>4.6</b>	<b>Éthique .....</b>	<b>26</b>
4.6.1	Appréciation et limitation des risques .....	26
4.6.2	Le consentement libre et éclairé du sujet partenaire de la recherche .....	27
4.6.3	Respect de la sphère privée .....	27
<b>4.7</b>	<b>Prise de contact avec les personnes interviewées.....</b>	<b>27</b>
<b>5</b>	<b>Résultats.....</b>	<b>29</b>
<b>5.1</b>	<b>Hypothèse 1 .....</b>	<b>29</b>
5.1.1	Premier contact .....	30
5.1.2	Établissement du lien de confiance entre les TDS et les professionnel-le-s.....	31
5.1.3	Marginalisation des travailleur·euse·s du sexe .....	32
5.1.4	Vie sociale des travailleur·euse·s du sexe .....	32
5.1.5	Comment les notions de dangers dans le travail du sexe influencent l'accompagnement	33
5.1.6	Discussion de l'hypothèse 1.....	34
<b>5.2</b>	<b>Hypothèse 2 .....</b>	<b>35</b>
5.2.1	Rôle de la police .....	35

5.2.2	Rôle des travailleur·euse·s sociaux et sociales.....	36
5.2.3	Collaboration entre police et travailleur·euse·s sociaux et sociales .....	37
5.2.4	Autres acteurs impliqués ?.....	38
5.2.5	Discussion de l'hypothèse 2.....	38
<b>5.3</b>	<b>Hypothèse 3.....</b>	<b>38</b>
5.3.1	Profil des travailleur·euse·s du sexe.....	38
5.3.2	Parcours / entrée dans le travail du sexe.....	39
5.3.3	Migration et travail du sexe .....	40
5.3.4	Précarité dans le travail du sexe .....	41
5.3.5	La prostitution est-elle un choix ou non ?.....	41
5.3.6	Discussion de l'hypothèse 3.....	42
<b>5.4</b>	<b>Synthèse de l'analyse .....</b>	<b>43</b>
<b>6</b>	<b>Conclusion .....</b>	<b>44</b>
<b>6.1</b>	<b>Bilan.....</b>	<b>44</b>
6.1.1	Objectifs théoriques.....	44
6.1.2	Objectifs méthodologiques.....	44
6.1.3	Objectifs professionnels.....	44
6.1.4	Objectifs personnels d'Aiden .....	45
6.1.5	Objectifs personnels d'Arion.....	45
6.1.6	Les limites méthodologiques .....	45
<b>6.2</b>	<b>Les pistes d'actions .....</b>	<b>46</b>
6.2.1	Visibilisation du travail du sexe.....	46
6.2.2	Comblé le manque de données .....	47
6.2.3	Création des « salons réglo » pour les TDS .....	47
6.2.4	L'accompagnement de la population migrante .....	47
<b>6.3</b>	<b>Ouvertures .....</b>	<b>47</b>
<b>7</b>	<b>Bibliographie .....</b>	<b>49</b>
<b>8</b>	<b>Annexes .....</b>	<b>52</b>
<b>8.1</b>	<b>Entretien exploratoire .....</b>	<b>52</b>
<b>8.2</b>	<b>Grille d'entretien PSV .....</b>	<b>57</b>
<b>8.3</b>	<b>Grille d'entretien SIPE .....</b>	<b>60</b>

<b>8.4</b>	<b>Questionnaire pour la police .....</b>	<b>64</b>
<b>8.5</b>	<b>Grille d'analyse .....</b>	<b>66</b>

# 1 INTRODUCTION

---

Pour introduire notre travail de Bachelor, nous allons tout d'abord présenter nos motivations individuelles ainsi que nos objectifs théoriques, méthodologiques, professionnels et personnels. Nous continuerons avec un chapitre qui fait le lien entre la thématique choisie et le travail social puis nous terminerons notre introduction en présentant notre question de départ.

## 1.1 MOTIVATIONS

### 1.1.1 AIDEN

Les travailleur·euse·s du sexe sont une population qui fait de plus en plus parler d'elle. En effet, ces dernières années, la parole de ces derniers et dernières se libère grâce à de nombreux témoignages et reportages qui ont émergés à ce sujet sur les réseaux sociaux ou sur les médias. N'étant pas passé à côté de ces vidéos et le sujet m'intéressant énormément, j'ai effectué des recherches, à titre personnel, sur cette thématique.

J'ai pu constater, lors de ces recherches, que la vision que j'avais des travailleur·euse·s du sexe était très simplifiée et ne correspondait pas vraiment à la réalité. Grossièrement, je pensais que ces personnes étaient surtout issues de la migration et se retrouvaient donc en situation de grande précarité. Ces dernières, n'ayant malheureusement pas beaucoup d'offres pour trouver un travail, intégraient, sans avoir vraiment le choix, des réseaux de prostitution afin de subvenir à leurs besoins et ceux de leur famille.

Cependant, dans cette catégorie de personnes, il y a aussi des hommes et des femmes qui consentent et qui ont même choisi de faire de cette pratique leur métier de manière durable ou uniquement un certain temps (par exemple, jusqu'à la fin de leurs études).

Cette différence entre choix « subi » et choix « consenti » m'interpelle énormément. Néanmoins, je suis surtout sensible à la question de l'accompagnement social et professionnel des travailleur·euse·s du sexe et je me demande ce qui est offert à ces derniers et dernières. C'est donc, en ce sens, que j'ai orienté ce travail de Bachelor.



### 1.1.2 ARION

Je pense que la prostitution est sujette à une dualité controversée et contradictoire. C'est cela qui m'intéresse. D'une part, elle suscite l'intérêt d'autrui, mais de l'autre, elle est aussi taboue et nous n'osons pas en parler. Pourquoi le monde prostitutionnel est-il difficilement abordable en société ? Il ne fait pas consensus, provoque le débat, et les lois le cadrant ne sont pas pareils dans tous les cantons. Je veux comprendre pourquoi.

J'aimerais également comprendre pourquoi cette thématique est si souvent tue. En plus de cela, c'est un silence qui ne permet pas de mettre en lumière les problématiques qui gravitent autour.

Mais ces problématiques, quelles sont-elles à ma connaissance ? Il y a tout d'abord à sous-ligner tous les dangers auxquels s'exposent ces travailleur·euse·s. Citons les dangers d'agressions, le proxénétisme, l'exclusion sociale et les infections sexuellement transmissibles (IST). Là, j'ai la motivation de sensibiliser autrui à la cause des prostitué·e·s, et d'informer de la réalité de ce public. Je pense que ce sont des personnes souffrant de précarité et pourtant, dans l'inconscient collectif, elles ne suscitent que très peu de compassion.

Il est donc de mon intérêt d'encore plus m'informer sur les luttes des travailleur·euse·s du sexe, de défendre leurs droits et de d'apprendre comment, en tant que travailleur·euse·s sociaux et sociales (TS), nous pouvons les accompagner.

## 1.2 OBJECTIFS

### 1.2.1 OBJECTIFS THÉORIQUES

Premièrement, nous aimerions être renseignés sur les connaissances théoriques de base, comme :

- Connaître les définitions propres au travail du sexe (prostitution, proxénétisme, etc.) ;
- Connaître les différentes « catégories » des travailleur·euse·s du sexe ;
- Connaître le cadre légal qui entoure les activités des travailleur·euse·s du sexe.

### 1.2.2 OBJECTIFS MÉTHODOLOGIQUES

D'autres objectifs sont méthodologiques, comme apprendre à :

- Définir une problématique ;
- Rédiger un travail de recherche ;
- Mener des entretiens de recherche.

### 1.2.3 OBJECTIFS PROFESSIONNELS

Ensuite, nous avons des objectifs professionnels, comme apprendre à :

- Déterminer les besoins d'une population concernant l'accompagnement social ;
- Orienter du mieux possible l'accompagnement des travailleur·euse·s du sexe par les professionnel·le·s du travail social ;
- Mettre en évidence le réseau des professionnel·le·s autour de cette population ;
- Identifier les outils d'intervention.

Nous souhaitons également, par le biais de notre Travail de Bachelor, atteindre des objectifs de sensibilisation :

- Sensibiliser aux problématiques touchant les travailleur·euse·s du sexe ;
- Sensibiliser aux potentiels risques liés à l'accompagnement de cette population.

### 1.2.4 OBJECTIFS PERSONNELS

Et finalement, nous avons déterminé des objectifs personnels. Pour ces derniers, nous les séparerons en fonction de chacun.

**Aiden :**

- Connaître l'histoire de vie des travailleur·euse·s du sexe ;
- Rencontrer, discuter et échanger avec des travailleur·euse·s du sexe ;
- Rencontrer le réseau qui entoure les travailleur·euse·s du sexe.

**Arion :**

- Affiner mes connaissances dans le domaine de la prostitution ;
- Se spécialiser dans l'accompagnement des travailleur·euse·s du sexe.

### 1.3 LIENS AVEC LE TRAVAIL SOCIAL

Avec toutes les problématiques que les travailleur·euse·s du sexe peuvent rencontrer, nous pensons qu'il est adéquat de leur proposer un accompagnement adapté. C'est pourquoi les travailleurs sociaux et travailleuses sociales peuvent être amenés à les soutenir dans divers champs d'intervention.

Nous imaginons que les raisons de cet accompagnement résultent notamment des dangers auxquels s'exposent les travailleur·euse·s du sexe, comme ceux en lien avec la santé sexuelle, les violences et la précarité. Dans ces interventions, il est également question de protection juridique, d'acquisition des droits sociaux, de conseils pour la réinsertion socio-professionnelle ainsi que la sensibilisation quant aux enjeux liés à la stigmatisation et l'exclusion de cette population. Autant de préoccupations qui sont au cœur de la mission du travail social.

Il est donc important pour les professionnel·le·s du travail social d'être attentifs et attentives à cette population ainsi qu'à ses droits afin de leur proposer un accompagnement respectueux, sécuritaire et qualitatif.

### 1.4 QUESTION DE DÉPART

En faisant le bilan de nos intérêts en commun et après avoir discuté, nous tombons d'accord sur la question de départ suivante : « Quels sont les contours d'un accompagnement social proposé aux travailleur·euse·s du sexe migrant·e·s en Valais ? ».

## 2 CADRE THÉORIQUE

---

Avant de commencer la rédaction de notre cadre théorique, nous souhaitons préciser que les termes de prostitué·e·s et travailleur·euse·s du sexe n'ont, en principe, pas la même portée idéologique. Néanmoins, dans ce travail, par souci de lisibilité, nous utilisons ces deux termes comme ayant le même sens. Pour expliquer la différenciation de ces deux termes, Ott (2011) explique que l'emploi de « travailleurs du sexe » pour nommer les prostitué·e·s une proposition militante étant donné son insistance sur le mot « travail ».

Tout d'abord, nous sommes partis de notre question de départ pour créer son plan. En effet, en décortiquant les termes principaux de cette dernière, nous y retrouvons trois grandes thématiques que nous pensons importantes à aborder : les enjeux du travail du sexe en Valais, l'accompagnement social qui est proposé aux prostitué·e·s ainsi que les différents professionnel·le·s qui sont amené à exercer avec cette population.

Nous avons donc choisi de découper notre cadre théorique selon ces trois parties, où nous y aborderons des sous-thèmes que vous pourrez découvrir dans la suite de ce travail.

### 2.1 LES ENJEUX DU TRAVAIL DU SEXE EN VALAIS

Nous allons présenter les bases du travail du sexe avant d'aborder les sous-thèmes de cette pratique et d'imaginer, plus tard, une forme d'accompagnement pour les personnes concernées. De ce fait, nous allons parler, dans ce premier chapitre, des enjeux du travail du sexe en Valais.

Pour se faire, nous allons tout d'abord aborder la question de la réglementation et du cadre juridique sur la prostitution en Valais ainsi que les différentes formes de cette activité. Ensuite, nous essayerons de définir si le travail du sexe peut être perçu comme un travail ou non. Après, nous nous pencherons sur la stigmatisation, la marginalisation et l'exclusion que peuvent vivre les travailleur·euse·s du sexe. Nous aborderons également la question du choix ou du non-choix d'entrer dans le monde prostitutionnel. Finalement, nous expliquerons les trajectoires de vies qui peuvent mener à la prostitution et nous ferons un lien avec la migration.

### 2.1.1 LE CADRE JURIDIQUE DE LA PROSTITUTION EN VALAIS

Dans notre travail, nous nous intéressons au travail du sexe dans le canton du Valais. Puisqu'en Suisse les lois varient d'un canton à un autre, nous allons nous soucier des lois encadrant cette activité uniquement dans ce canton-ci.

Le cadre légal en Valais en matière de prostitution est défini par la loi cantonale valaisanne sur la prostitution qui s'applique notamment à la prostitution de rue, à la prostitution de salon, à la prostitution d'escorte et à d'autres formes de prostitution par racolage (ces différents types de prostitution seront expliqués dans le chapitre qui suit). Ses buts sont de :

Renforcer les moyen de lutte contre la prostitution forcée et contre toute autre forme d'exploitation dans le milieu de la prostitution, d'assurer la mise en œuvre de mesures de prévention et de promotion socio-sanitaires et d'informer les personnes qui se prostituent sur les possibilité de soutien, de fixer les conditions auxquelles est subordonnée toute activité en lien avec l'exercice de la prostitution et de lutter contre les manifestations secondaires fâcheuses de cette activité en vue du maintien de l'ordre public et finalement de protéger les mineurs dans le domaine de la prostitution (art. 2 de la loi cantonale valaisanne du 12 mars 2015 sur la prostitution [LProst]).

L'art. 6, al. 1 ainsi que l'art. 7 al. 1 de la LProst nous apprennent également que les personnes qui se prostituent et celles qui cessent toutes activités liées à la prostitution ont l'obligation de l'annoncer à l'autorité compétente.

En Valais et, par conséquent, aussi en Suisse, la prostitution n'est donc pas interdite, même si elle reste « contraire aux bonnes mœurs [...] » (Chimienti, 2009, p. 98). Selon cette même autrice, le besoin de réglementation de la pratique du travail du sexe repose sur la volonté de contrôler la sexualité pour qu'elle corresponde aux mœurs ainsi que par la préoccupation sanitaire concernant la propagation des maladies sexuellement transmissibles. Elle repose également sur la volonté de respecter l'ordre social en limitant sa visibilité dans les lieux publics.

## **2.1.2 LES DIFFÉRENTS TYPES DE PROSTITUTION**

Comme nous l'avons écrit plus haut dans le cadre légal en Valais, la LProst définit ce qui est applicable pour différentes catégories de prostitution (de rue, de salon, d'escorte et d'autres forme de prostitution par racolage). Nous allons, dans ce chapitre, les expliquer brièvement.

### **2.1.2.1 LA PROSTITUTION DE RUE**

Elle consiste en l'activité de se tenir sur le domaine public, dans des lieux accessibles au public ou dans des lieux exposés à la vue du public avec l'intention reconnaissable de pratiquer la prostitution (art. 8 LProst).

### **2.1.2.2 LA PROSTITUTION DE SALON**

Elle s'exerce dans des lieux de rencontre qui ne sont pas à la vue du public (art. 10 LProst). Autrement dit, la prostitution de salon est un lieu fermé et non public dans lequel exercent un·e ou plusieurs travailleur·euse·s du sexe.

### **2.1.2.3 LA PROSTITUTION D'ESCORTE**

Selon l'art. 18 de la LProst, « la prostitution d'escorte s'exerce en déplacement, sur requête du client de façon directe ou par l'intermédiaire d'une agence ».

Une agence d'escorte est définie, dans ce même article, comme toute personne ou entreprise qui, contre une rémunération régulière, met en contact des potentiels clients avec des travailleur·euse·s du sexe.

### **2.1.2.4 LA PROSTITUTION PAR RACOLAGE**

Il s'agit de toute autre action, pour un·e prostitué·e, d'accoster un client sur la voie publique.

## **2.1.3 LA PROSTITUTION : EST-CE UN TRAVAIL OU PAS ?**

Comme nous l'avons déjà évoqué, la prostitution est aussi nommée « travail du sexe ». Dans ce terme, le mot « travail » est présent, ce qui nous fait nous demander si la prostitution peut être considérée comme tel ou non.

Premièrement, comment le travail se définit-il ? Le travail est « une activité humaine consistant à mettre en forme une capacité ou un donné pour l'usage d'autrui, de manière indépendante (travail indépendant) ou sous la direction d'un autre (travail salarié) en échange d'une contrepartie monétaire » (Méda, 2015, p. 30).

Ensuite, comment est définie la prostitution ? Selon la LProst, elle est considérée comme : « l'activité d'une personne qui se livre à des actes sexuels ou d'ordre sexuels, avec un nombre déterminé ou indéterminé de clients, moyennant rémunération » (art. 3, LProst).

Lorsque nous comparons ces deux définitions, nous voyons que le travail exige une contrepartie monétaire et que la prostitution suppose une rémunération. Voici donc un premier critère qui est respecté et qui pourrait nous permettre de dire que la prostitution peut être considérée comme un travail.

Pour continuer, Méda (2015) avance également une notion de capacité pour l'usage d'autrui. Gil (2012), souligne quant à elle les compétences que demande l'exercice de la prostitution. Elle affirme que :

[...] une majorité de travailleurs travailleuses du sexe analysent avec acuité les divers aspects de leurs activités, et l'observation *in situ* nous a permis de découvrir les capacités d'observation, de réflexion et de distanciation indispensables à la pratique régulière et maîtrisée de la prostitution (p. 54).

Nous supposons alors que les compétences que demandent l'exercice de cette pratique pourrait être considérées comme les capacités qu'il faut mettre en œuvre pour la définition que donne Méda (2015) au travail. Voici donc une seconde affirmation qui nous fait penser que le travail du sexe peut être considéré comme un travail.

De plus, Chimienti (2009) souligne le fait que les prostitué·e·s ont le devoir, comme toute personnes exerçant une activité lucrative, de déclarer leur revenu aux autorités fiscales ainsi qu'à l'Assurance Vieillesse et Invalidité, car ces derniers sont imposables.

Nous déduisons alors, en suivant la définition de la prostitution et en la mettant en relation avec celle du travail, qu'il existe des points communs qui nous permettent de dire que le travail du sexe peut être considéré comme un travail à part entière.

#### 2.1.4 STIGMATISATION, MARGINALISATION ET EXCLUSION DES TRAVAILLEUR·EUSE·S DU SEXE

Selon Lahir (cité dans Foucart, 2017), « la prostitution se range – aux côtés de l'alcoolisme, de l'illettrisme, de la délinquance, des conduites addictives, etc. parmi ce

qu'il est convenu d'appeler les « problèmes sociaux » » (p. 79). Avec cette citation, Lahir (2017) cherche à expliquer que, dans les représentations collectives, la prostitution est considérée comme un problème social. Néanmoins, il est nécessaire de préciser que l'auteur n'affirme pas que c'en est réellement un, mais que ce sont les constructions sociales qui font qu'elle est considérée comme tel. Par conséquent, bien que faisant partie intégrante du paysage social, la prostitution reste pourtant mal perçue. Ainsi, elle a plus de risque d'être considérée comme marginale. Dans ce même sens, Gil (2012) affirme que la marginalité est le cadre « naturel » dans lequel évoluent les prostitué·e·s, car ces derniers et dernières sont spontanément rejeté·e·s de la société. En effet, la prostitution dans l'espace social, bien qu'elle évolue sans arrêt entre la tolérance et la répression en fonction des évolutions culturelles, politiques et morale, reste par principe marginale.

Ce qui nous amène donc à penser que les prostitué·e·s peuvent souffrir de stigmatisation et d'exclusion. En effet, selon Bailly et al. (1983), « le marginal est dans un état d'isolement relationnel [...] mais aussi dans un isolement social qui l'écarte des processus d'interaction » (p. 74). Ce rejet est notamment ressenti par les travailleur·euse·s du sexe elles-mêmes et eux-mêmes, car il relève pour certain·e·s d'un sentiment intime de ne pas être à sa place dans une classe sociale donnée, notamment par les aspirations personnelles qui ne correspondent pas aux milieux dans lequel ils·elles ont été élevé·e·s.

Néanmoins, la marginalité n'est pas toujours perçue comme négative, notamment du point de vue de certaines femmes prostitué·e·s. Ces dernières considèrent que cette dernière leur permet de se sentir comme « une grande famille éparpillée, mais soudée par un destin commun » (Gil, 2012, p. 74). Cette famille, composée de personnes rejetées, est même perçue comme sacrée, car il est question de ne jamais trahir un de ses membres, même en cas de désaccord.

### 2.1.5 LA PROSTITUTION EST-ELLE UN CHOIX ?

Il est récurrent que la notion de choix soit questionnée lorsque l'on parle de prostitution. Qu'en dit la littérature ? Comment la notion de choix est-elle questionnable dans la trajectoire de vie des travailleur·euse·s du sexe ?

« La prostituée est [...] traditionnellement représentée comme une « pauvre fille » subissant les assauts d'hommes venant satisfaire des besoins sexuels irrépressibles,



manipulée comme un pantin par d'autres hommes profitant de sa situation de victime pour s'enrichir » (Gil, 2012, p. 83). Dans cette citation l'autrice souligne que, dans les représentations classiques que nous avons, les prostitué·e·s sont perçu·e·s comme n'ayant pas le choix, comme des victimes. Elle renchérit sur cette idée en précisant que :

Beaucoup de travaux sur la prostitution se fondent sur le témoignage des plus vulnérables d'entre elles, d'une part parce qu'un présupposé misérabiliste peut animer l'observateur, d'autre part parce que toute personne en difficulté accepte plus facilement que quiconque de se livrer dans l'espoir de trouver un remède à une situation particulièrement difficile à assumer (Gil, 2012, p. 48).

Ces propos nous expliquent que les représentations que nous avons des prostitué·e·s victimes sont surtout dues au fait que les travaux en lien avec cette population se basent notamment sur l'intérêt et/ou la curiosité que la société porte à la misère, mais aussi parce qu'il semble plus facile de récolter le témoignage d'une victime de la prostitution plutôt que celles qui ne se considèrent pas comme telle ou qui n'en ont pas conscience, car la première chercherait, par ce biais-là, des solutions à sa situation précaire.

Pour donner suite à ces observations, nous pouvons donc imaginer que certain·e·s travailleur·euse·s du sexe ne subissent pas la prostitution et que certain·e·s l'ont peut-être même choisie. À ce propos, Gil (2012) trouve important de préciser que la notion de choix est, dans un premier temps, différente pour chacun·e et, dans un second temps, que le choix pur et libre de toutes contraintes n'existe pas. Elle souligne ses propos en rajoutant : « On embrasse souvent une carrière – si prestigieuse soit-elle – à partir de motivations qui dépendent de déterminants psychologiques et sociaux variés. » (Gil, 2012, p. 84).

Ce que veut dire cette autrice c'est que personne ne fait des choix totalement purs et autodéterminés, car personne ne peut dire qu'ils résultent d'une décision prise de manière autonome. Les choix découlent de contraintes imposées. De ce fait, la question à se poser n'est pas celle de la prostitution comme un choix ou non, mais plutôt de qu'est-ce qui a amené les personnes à ce parcours, à cette trajectoire de vie là plutôt qu'une autre.

### 2.1.6 LES TRAJECTOIRES DE VIE QUI AMÈNENT À LA PROSTITUTION

Dans le chapitre précédent, nous parlions de la prostitution conjugée avec la notion de choix. Pour donner suite à cela, nous nous posons la question suivante : quel est le parcours de vie des travailleur·euse·s du sexe ? Y a-t-il des trajectoires types qui amènent à la prostitution ?

Chaque parcours amenant à la prostitution est singulier, mais des facteurs similaires se retrouvent dans la plupart de ces derniers (Legardinier, 1997). En parlant de « facteurs similaires », l'autrice fait notamment allusion à la fragilité, à la quête de reconnaissance et à la recherche de repères. L'entrée dans le monde prostitutionnel se fait donc souvent après une suite d'échecs et de souffrances, selon l'autrice. Ce propos est surenchéri par Gil (2012), qui explique que les travailleur·euse·s du sexe ont déjà expérimenté, de nombreuses fois durant leur vie, le sentiment de ne pas avoir leur place ou d'avoir été forcé·e·s à se tenir à l'écart du monde. De ce fait, « l'univers de la prostitution a pu sembler pour beaucoup d'entre elles et eux le lieu qui leur était logiquement dévolu » (Gil, 2012, p. 73). Ces propos rappellent ceux abordés dans le chapitre 2.1.4. En effet, ici encore, il est question d'un état d'esprit résultant de diverses expériences et réactions à un système contraignant et perçut comme injuste socialement.

L'interviewe mené par Carvalho Arruda (2007) nous permet, lui aussi, d'affirmer ces propos. En effet, la prostituée brésilienne qu'il a questionnée et qui a migré en Suisse raconte avoir eu une enfance très pauvre avec un père alcoolique. Confrontée à la précarité, elle commencera à travailler très tôt. Là, nous pouvons imaginer une fragilité et une recherche de repères comme le suggérait les auteures précédentes.

Nous pouvons également remarquer, comme nous l'avons spécifié dans le chapitre précédent, que le témoignage de cette prostituée brésilienne a probablement été récolté, car elle semble être une victime de son activité. Nous trouvons donc intéressant de rester attentif à cet élément dans notre future enquête de terrain.

### 2.1.7 LA SITUATION PARTICULIÈRE DES PROSTITUÉ·E·S MIGRANT·E·S

À la suite de nos différentes lectures, nous avons pu remarquer que, lorsque nous abordons le sujet de la prostitution, la question de la migration est souvent sous-jacente.

En effet, il semblerait exister de nombreuses trajectoires migrantes dans le milieu de la prostitution, en Suisse.

Tout d'abord, il « n'existe pas d'informations fiables au niveau national concernant les personnes travaillant sur le marché du sexe par le biais du recensement de la population » (Chimienti, 2009, p. 80). Néanmoins, elle a pu identifier que le marché du travail du sexe en Suisse est séparé par nationalités avec, particulièrement, des Russes, des Roumain·e·s et des Ukrainien·ne·s. Il y a également la présence de prostitué·e·s provenant de pays Africains, d'Amérique latine et d'Asie.

En supplément, Carvalho Arruda (2007) avance que les prostitué·e·s migrant·e·s subissent non seulement les pressions sociétales et la stigmatisation due à leur activité mais aussi toute la répression des politiques migratoires. Ils·elles subissent alors une double contrainte : celle d'être prostitué·e (à cause de la condamnation sociétale à propos de la prostitution) et celle d'être migrant·e (à cause des politiques restrictives qui exercent une charge mentale chez eux·elles).

Référons-nous une fois de plus à l'interview que Carvalho Arruda (2007) a mené auprès d'une prostituée brésilienne en Suisse. Elle nous raconte sa désillusion après avoir voulu venir en Suisse pour la réputation du pays et ses touristes qui lui semblaient riches. Elle explique :

J'ai eu mon premier contrat dans un cabaret en Suisse alémanique. C'était la pire phase de ma vie. Ils nous font boire, ils nous crient dessus, nous humilient et personne ne fait rien contre ça (...) Même pas la police. D'ailleurs, la police n'est là que pour contrôler les papiers (Carvalho Arruda, 2007, p.178).

Dans ce témoignage, il est intéressant de notifier que cette travailleuse du sexe ne se sent pas en sécurité et isolée. Peut-être accuse-t-elle les politiques migratoires et/ou de l'encadrement légal de la prostitution en plus de la passivité de la police.

## 2.2 QUELS TYPES D'ACCOMPAGNEMENT POUR CETTE POPULATION ?

Après avoir abordé les différents enjeux liés au travail du sexe en Valais et dans la société de manière générale, nous ouvrons ici un deuxième chapitre. Nous allons y identifier les raisons qui expliquent la présence d'un accompagnement sur ce terrain et quel type d'accompagnement peut être proposé aux travailleur·euse·s du sexe.

Premièrement, nous allons identifier les dangers auxquels les prostitué·e·s s'exposent dans leur activité afin d'expliquer la présence d'un accompagnement pour cette population. Ensuite, nous parlerons des différents courants de pensée qui orientent l'accompagnement. Après, nous définirons l'accompagnement ainsi que la question du pourquoi il est important pour cette population. Finalement, nous illustrerons certaines prestations déjà existantes dans l'accompagnement de cette population-là.

## **2.2.1 LES DANGERS PERÇUS DU TRAVAIL DU SEXE**

Les dangers gravitants autour de la prostitution sont pluriels. Nous nous sommes référés à une autrice en particulier pour les répertorier. Après nos lectures, nous pouvons classer les dangers sous 3 catégories différentes :

### **2.2.1.1 LA VIOLENCE**

La violence est le premier danger, selon Legardinier (1997). En plus des dangers physiques dus aux coups et blessures portés par les client·e·s, les menaces et le harcèlement infligés par les proxénètes sont également évoqués. Effectivement, des atteintes à la santé mentale peuvent être subies à cause de la pression imposée par ces dernier·ère·s.

Ensuite, pour cette autrice en particulier, l'acte de se prostituer en lui-même semble être une violence. « L'utilisation de l'être humain comme marchandise anonyme, la négation de la personne, la déshumanisation de la sexualité, sont les manifestations d'une violence qui passe inaperçue » (Legardinier, 1997, p. 38). En effet, d'après cette citation, la prostitution pourrait avoir des conséquences sur l'intégrité psychique des travailleur·euse·s du sexe. Néanmoins, l'abus sexuel paraît légitime sous le prétexte d'un paiement. Néanmoins, cet avis n'est pas partagé par tous·tes les auteur·ices. En effet, la perception de la prostitution comme violence peut provenir des représentations négatives de cette dernière comme nous l'avons mentionné dans les chapitres précédents.

### **2.2.1.2 L'ALCOOL ET LES DROGUES**

La prostitution est une porte ouverte aux addictions (Legardinier, 1997). En effet, pour supporter la violence, les prostitué·e·s font plus facilement recours à la consommation d'alcool et de drogue, ce qui peut provoquer des dépendances.

### **2.2.1.3 LES MALADIES**

Tous les risques dus à la transmission d'infections sexuellement transmissibles sont aussi évoqués (Legardinier, 1997). Il est vrai que, puisque la prostitution est un échange économique-sexuel et que tous rapports sexuels comportent des risques de transmissions de maladies, un·e prostitué·e les multiplie.

## **2.2.2 LES DIFFÉRENTS COURANTS DE PENSÉE**

Le travail du sexe partage les avis. Les opinions divergent à son propos : certains désirent l'abolir et d'autres préfèrent réglementer sa pratique. Par conséquent, il existe plusieurs courants de pensée qui abordent la prostitution de manière différente. Ces derniers influencent la relation que peut avoir la société vis-à-vis de la prostitution et donc l'accompagnement qui peut être proposées aux concerné·e·s. C'est pourquoi nous nous penchons sur chaque courant et leur définition.

D'après Mathieu (2014), « Les écrits consacrés à la prostitution manquent rarement de distinguer trois registres juridiques d'encadrement de cette activité : le prohibitionnisme, le réglementarisme et l'abolitionnisme » (p. 20).

### **2.2.2.1 LE RÉGLEMENTARISME**

L'angle réglementariste a pour but de réglementer le travail du sexe (Foucart, 2017). C'est un processus délicat et spécifique, car pour pouvoir réglementer une pratique, il faut respecter un certain nombre de critères. Il faut notamment un cadrage communicationnel, culturel, politique et juridique afin de mobiliser les médias, la culture, les chercheurs et enfin les politiques pour procéder à sa légifération. Le principe de maison close est central pour les réglementaristes, car c'est un mode de fonctionnement qui permet la transparence (Mathieu, 2014). En effet, la maison close fonctionne avec une hiérarchie et, en plus de cela, elle est facilement accessible aux contrôles de police. Ainsi le corps policier décide non seulement de l'ouverture d'une maison selon les critères fixés par la loi, mais aussi de sa fermeture en cas de non-respect des règlements.

En conclusion, le réglementarisme est un registre juridique qui a pour but de maintenir la prostitution sous surveillance et de la limiter. Comme nous l'avons cité dans notre travail, le canton du Valais, lui, réglemente le travail du sexe.

En effet, celui-ci soumet les travailleur·euse·s du sexe à l'obligation d'annonce de leur activité auprès de l'autorité compétente. Le canton du Valais est donc dans un courant réglementariste.

#### **2.2.2.2 L'ABOLITIONNISME ET LE PROHIBITIONNISME**

Ces deux mouvements luttent pour la dissolution du travail du sexe. Ils puisent dans la morale pour soutenir leur cause et « [...] partagent ainsi tous l'idée selon laquelle la prostitution représente une violence, une exploitation ou une atteinte à la dignité humaine et affirment, unanimement, que le rôle du politique en matière de mœurs est de délimiter le bien et le mal » (Maugère, 2014, p. 42). « La condamnation péjorative de la prostitution contribue sans aucun doute à sa condamnation légale dans de nombreuses sociétés » (Foucart, 2017, p. 82). Par le biais de cette citation, l'auteur explique que c'est à cause de l'image défavorable qu'a la prostitution dans de nombreuses sociétés que cette dernière est condamnée.

Ce qui différencie l'abolitionnisme du prohibitionnisme, c'est dans la manière de criminaliser la pratique de la prostitution : le courant abolitionniste criminalise le·la client·e tandis que, dans une logique prohibitionniste, en plus du ou de la client·e, le·la prostitué·e est également puni·e pour son activité (Gil, 2012).

Cependant, tous les abolitionnistes ne sont pas d'accord avec cette idée. Comme le rajoute Mathieu (2014), certain·e·s sont plus influencé·e·s par une perception féministe. En effet, prostitution reflète les schémas de la domination masculine et l'abolir permettrait de limiter les pouvoirs de l'État et de la police qui réglementent cette activité. Cela servirait alors à lutter pour les libertés individuelles et pour les droits des personnes humaines. Maugère (2014) abonde en soulignant la violence faite aux femmes dans l'univers prostitutionnel. Il identifie également le tort causé par le travail du sexe sur le corps des femmes qui semble dès lors, symboliquement, approprié aux hommes.

#### **2.2.3 QUELQUES ÉLÉMENTS SUR L'ACCOMPAGNEMENT DES TRAVAILLEUR·EUSE·S DU SEXE**

Comme décrit plus haut, la réalité du terrain présente plusieurs difficultés et situations complexes que les travailleur·euse·s du sexe sont propices à rencontrer. Nous nous questionnons alors quant à l'accompagnement qui peut être fourni à cette population.

Tout d'abord, définissons l'accompagnement. C'est une notion qui « s'instaure sur la base d'un ensemble de caractéristiques telles que la considération globale de la personne et la personnalisation des projets qui en découlent » (Maela, 2009, p. 12). L'auteur avance donc que, pour accompagner une personne, en plus de la considérer dans sa globalité (faire connaissance avec elle et évaluer ses besoins) il faut aussi identifier ses projets afin de mettre en place un suivi en fonction de ces derniers.

Comme nous l'avons notifié dans notre travail, un·e prostitué·e est susceptible de rencontrer stigmatisation, discrimination, dépendance, violence physique et psychologiques, agressions sexuelles et maladies. Voici une liste non-exhaustive d'éléments qui nous laisse penser qu'un·e prostitué·e pourrait avoir éventuellement besoin d'un accompagnement. Il existe déjà, dans chaque canton, des structures spécifiques qui proposent un accompagnement de la part des intervenants sociaux et intervenantes sociales auprès des travailleur·euse·s du sexe. Nous nous demandons alors quels moyens sont employés pour entrer en contact avec ce public-là et quelles prestations sont fournies dans de tels lieux de rencontre.

Pour répondre à cette interrogation, nous nous appuyons sur Ayerbe C. et al. (2011). Premièrement, ils et elles disent que la création de lien avec ce public cible se déroule en plusieurs étapes avec, dans un premier temps, la prise de contact. « Notre démarche est donc d'aller vers les personnes sans attendre qu'elles formulent une demande précise. Il est nécessaire de franchir une frontière symbolique, frontière difficile à définir tant la prostitution relève du domaine du tabou » (p. 124).

La deuxième étape est celle de la construction d'une relation avec une approche non-interventionniste. Durant cette dernière, ils et elles offrent une écoute dans le but d'instaurer une relation de confiance pour que les travailleur·euse·s du sexe puissent, s'ils le souhaitent, prendre ensuite eux·elles-mêmes l'initiative d'une prise de contact avec une structure d'accompagnement. L'approche non-interventionniste veut donc que les professionnel·le·s ne portent pas d'influence sur leur contexte d'intervention. C'est-à-dire qu'ils·elles ne vont pas porter de changement sur l'activité des travailleur·euse·s du sexe.

Ensuite, les professionnel·le·s peuvent fournir leurs services qui dépendront de la structure avec laquelle ils·elles interviennent. Le travail s'axera donc beaucoup sur le travail en partenariat et la réinsertion pour que la personne accompagnée puisse accéder

à son autonomie (Ayerbe C. et al., 2011). Le travail en partenariat permet de rediriger la personne vers les structures compétentes et la réinsertion permet de donner les moyens à la personne de changer de voie professionnelle si elle le souhaite.

## **2.3 QUI SONT LES PROFESSIONNEL·LE·S QUI INTERVIENNENT AUPRÈS DES TRAVAILLEUR·EUSE·S DU SEXE ?**

Après avoir parlé des enjeux du travail du sexe en Valais et de l'accompagnement social proposé aux travailleur·euse·s du sexe, nous ouvrons un troisième et dernier chapitre. Nous avons décidé de nous renseigner sur les professionnel·le·s qui sont amené·e·s à travailler avec les travailleur·euse·s du sexe.

### **2.3.1 TRAVAILLEUR·EUSE·S SOCIAUX ET SOCIALES**

Il existe de nombreuses structures pour l'accompagnement des prostitué·e·s dans lesquelles sont engagé·e·s des travailleurs sociaux et travailleuses sociales (Ayerbe C. et al., 2011). Il y a des structures qui proposent des actions préventives, des foyers, des ateliers de réadaptation au travail ou encore des services de réadaptation sociale où des médecins sont également présents.

Nous comprenons là, que les travailleurs sociaux et travailleuses sociales peuvent intervenir dans l'accompagnement des prostitué·e·s par plusieurs biais : celui de la prévention, celui de la réinsertion ou encore celui de l'accompagnement au quotidien.

### **2.3.2 POLICIER·ÈRE·S**

Nous nous référons au cadre légal valaisan et plus spécifiquement à la LProst qui spécifie que les personnes qui se prostituent et celles qui cessent toutes activités liées à la prostitution ont l'obligation de l'annoncer à l'autorité compétente. Cette autorité compétente est la police cantonale (art. 6 et 7 LProst).

Nous apprenons donc là, que la police intervient auprès des travailleur·euse·s du sexe. Effectivement, elle contrôle leur activité.

### **2.3.3 LES PROFESSIONNEL·LE·S DE LA SANTÉ**

Comme il a déjà été dit auparavant, les violences que vivent les prostitué·e·s sont nombreuses. Ces violences entraînent des répercussions sur leur santé mentale et physique. En effet, « pour celles et ceux qui se prostituent, parler de soi, de son corps et



de sa santé est un sujet difficile à aborder » (Ayerbe C. et al., 2011, p. 183). L'accès aux soins leur être facilité en partant à leur rencontre et en leur faisant connaître les services de santé existants.

Cette approche par le biais de la santé permet de donner des informations, d'appréhender le niveau d'éducation à la santé, de proposer une aide au cas où la personne rencontrerait un problème pour elle-même ou un·e ami·e. Ainsi se constitue un premier réseau relationnel (p. 188).

Selon ces auteur·ice·s, l'approche médicale pourrait donc être une première porte d'entrée vers la relation d'aide.

En conclusion, nous pouvons relever qu'il y a différents corps de métiers qui accompagnent les prostitué·e·s. Néanmoins, nous nous demandons comment la collaboration en réseau se déroule, s'il y en a une, et comment les différent·e·s professionnel·le·s travaillent ensemble pour un accompagnement optimal de cette population. Il serait intéressant de questionner cela durant notre analyse du terrain.

### 3 LA PROBLÉMATIQUE

---

La prostitution est réglementée et surveillée par la police cantonale par le biais de l'obligation d'annonce. Nous pouvons alors en déduire que, en Valais, le courant est réglementariste vis-à-vis de la prostitution. Cette réglementation a notamment pour but de prévenir les maladies sexuellement transmissibles (MST), de limiter sa visibilité et de contrôler la sexualité afin qu'elle corresponde aux valeurs de la société actuelle.

Le risque d'attraper des infections sexuellement transmissibles fait partie des dangers dont peuvent être victimes les travailleur·euse·s du sexe. En effet, à cela s'ajoute le risque de violence physique, morale, mentale et sexuelle ainsi que de consommation de drogue et d'alcool. C'est pour cela que les professionnel·le·s accompagnant cette population interviennent par le biais de la prévention. Ces professionnel·le·s sont, tout d'abord, la police pour les questions du contrôle du respect de la réglementation et l'obligation d'annonce. Il y a aussi les travailleurs sociaux et travailleuses sociales présent·e·s dans les différentes structures dédiées à l'accompagnement de cette population. Leur intervention sera surtout axée sur l'insertion socio-professionnelle dans le but de rendre la personne autonome et de lui donner les moyens nécessaires pour changer de voie

professionnelle (Ayerbe C. et al., 2011). Finalement, du fait des dangers sur la santé physique et mentale que la prostitution peut causer, nous avons relevé la présence de professionnel·le·s de la santé pour l'information, l'éducation et la prévention. Ces derniers et dernières permettent aussi de « créer » une porte d'entrée à la relation d'aide pour les prostitué·e·s.

Ensuite, nous avons relevé que la limitation de la visibilité du travail du sexe amène une stigmatisation, une marginalisation et une exclusion des prostitué·e·s à cause de leur pratique et de la manière dont elle est perçue dans les sociétés. Ce rejet est, parfois, même ressenti intérieurement par les concerné·e·s eux·elles-mêmes bien avant qu'ils·elles aient commencé à se prostituer. En effet, à ce sujet, nous avons pu repérer des points communs dans les trajectoires de vie des prostitué·e·s. Une grande partie de ces derniers et dernières le sont devenu·e·s après plusieurs échecs et souffrances ainsi que par un profond sentiment d'exclusion du monde « normal ». Ils·elles semblaient également, pour la majorité d'entre-eux·elles, refuser les règles qui dirigent le monde du travail et se révolter vis-à-vis de la société et de ses injonctions familiales et sociales. Nous avons aussi identifié que les origines ethniques des personnes qui se prostituent en Suisse sont composées d'immigrant·e·s issu·e·s de pays de l'Est, d'Afrique, d'Amérique latine ou encore d'Asie. De ce fait, en plus des pressions sociétales qu'ils·elles vivent du fait de leur activité, les travailleur·euse·s du sexe subissent également des pressions à cause des politiques migratoires.

Finalement, en mettant en comparaison la définition du travail selon Méda (2015) et celle du travail du sexe selon Gil (2012), la prostitution peut être considérée comme un travail. Néanmoins, comme la prostitution amène stigmatisation, marginalisation et exclusion, nous nous interrogeons sur la notion de choix ou de non-choix d'exercer ce travail plutôt qu'un autre. Pour répondre à cela, nous avons pu déterminer que la prostitution ne semble pas être une question de choix ou de non-choix, mais qu'elle résulte plutôt d'une multitude de facteurs individuels et collectifs ainsi que de leurs conséquences.

### **3.1 QUESTION DE RECHERCHE RETENUE**

À la suite de la rédaction de notre cadre théorique et à la synthèse de ce dernier, nous avons décidé de retenir la question de recherche suivante : « Quels sont les enjeux du

travail du sexe en Valais, quel type d'accompagnement l'encadre-t-il et quels acteurs·ices y interviennent ? ».

## **3.2 HYPOTHÈSES**

En lien avec notre question de recherche, nous avons pensé à plusieurs hypothèses. Les voici ainsi que leur justification.

### **3.2.1 PREMIÈRE HYPOTHÈSE**

« Les prostitué·e·s en Valais souffrent de marginalisation et, par conséquent, peinent à demander l'aide dont elles auraient besoin par rapport aux dangers de leurs activités. De ce fait, ce sont toujours les professionnel·le·s qui doivent engager l'accompagnement ».

#### **3.2.1.1 JUSTIFICATION**

Gil (2012) nous dit que la marginalité est le cadre naturel dans lequel évoluent les prostitué·e·s, car ces derniers et dernières sont constamment rejetés de la société. Ensuite, Ayerbe C. et al. (2011) disent que la création de lien avec ce public cible se déroule toujours, dans un premier temps avec une prise de contact de leur part puisqu'ils doivent franchir la frontière symbolique du tabou de la prostitution.

### **3.2.2 DEUXIÈME HYPOTHÈSE**

« Dans l'accompagnement des prostitué·e·s, la police joue le rôle de contrôle et de l'application du cadre juridique réglementariste. Ce qui permet aux travailleurs sociaux et travailleuses sociales de se concentrer sur l'accompagnement social ».

#### **3.2.2.1 JUSTIFICATION**

Carvalho Arruda (2007) a interviewé une prostituée qui dit que la police n'est là que pour le contrôle des papiers. Ensuite, le cadre légal valaisan qui est réglementariste impose une obligation d'annonce pour toute activité prostitutionnelle. C'est la police qui doit s'en occuper et ceci nous laisse penser que la police se charge du rôle répressif tandis que les travailleurs sociaux et travailleuses sociales s'engagent, eux·elles, avec un rôle non-interventionniste. En effet, Ayerbe C. et al. (2011), dit que les professionnel·le·s du travail social s'occupent en premier lieu de la création de lien avec les prostitué·e·s et qu'ils utilisent une « approche non-interventionniste ».

### **3.2.3 TROISIÈME HYPOTHÈSE**

« Le travail du sexe en Valais n'est pas un choix, car il est spécifiquement lié à la précarité ».

#### **3.2.3.1 JUSTIFICATION**

Tout d'abord, Gil (2012) explique que la notion de choix n'en est jamais réellement une et qu'un choix ne se fait jamais sans contraintes. Ensuite, Chimienti (2009) identifie que la plupart des travailleur·euse·s du sexe en Suisse sont des migrant·e·s. Elle explique alors qu'ils·elles subissent, en plus de la marginalisation due à leur activité, la répression des politiques migratoires, ce qui crée de la précarité.

## 4 MÉTHODOLOGIE

---

Dans le chapitre actuel, nous faisons tout d'abord un focus sur l'entretien exploratoire que nous avons mené avec Johanne Guex. Ensuite, nous nous concentrons sur les différents terrains que nous avons explorés qui sont Promotion Santé Valais (PSV), la police cantonale valaisanne et le centre SIPE de Sion. Après, nous aborderons le sujet de l'échantillon que nous avons choisi pour mener notre enquête, c'est-à-dire les personnes que nous avons interviewées. Pour terminer, nous parlerons de la méthode de récoltes de données, des limites méthodologiques et de l'éthique de notre travail.

### 4.1 L'ENTRETIEN EXPLORATOIRE

Nous avons pu réaliser un entretien exploratoire avec la coordinatrice de projet de Promotion Santé Valais, rattachée au projet BellaDonna. Avant cet entretien, nous avions pour objectif d'orienter notre travail sur le sujet du proxénétisme en Valais. À l'aide de notre rendez-vous, nous avons pu comprendre qu'il serait compliqué de suivre notre objectif initial. En effet, en Valais, le proxénétisme est invisible. Il n'est pas repérable, et peut-être même inexistant. Johanne Guex, la professionnelle que nous avons interviewée, nous a affirmé qu'elle n'avait jamais rencontré une victime de proxénète dans le cadre de son travail. Elle a également évoqué la réglementation légale du travail du sexe en Valais ainsi que la présence policière présente dans ce champ-là. C'est pourquoi nous avons décidé de réorienter notre travail dans la direction de l'accompagnement des prostitué·e·s.

### 4.2 LE TERRAIN

Notre question de recherche interroge les professionnel·le·s qui encadrent le travail du sexe ainsi que les types d'accompagnements donnés aux prostitué·e·s. C'est pourquoi nous avons trois terrains différents. Plusieurs acteur·ice·s interviennent pour encadrer cette activité qu'est le travail du sexe. Nous les avons donc approché·e·s.

#### 4.2.1 PROMOTION SANTÉ VALAIS

« PSV est une association à but non lucratif qui se donne comme mission de favoriser durablement la santé de l'ensemble de la population valaisanne dans une perspective d'égalité des chances et ceci à tous les âges de la vie » (Promotion Santé Valais, s. d. a).

L'association comporte une sous-branche qui accompagne les travailleur·euse·s du sexe. Cette sous-branche s'appelle BellaDonna. (Promotion Santé Valais, s. d. b).

#### 4.2.2 LA POLICE CANTONALE VALAISANNE

La police cantonale valaisanne « veille au maintien de l'ordre, de la paix et de la sécurité publique. Elle assure la protection des personnes et des biens. Elle est au service de la population valaisanne » (Police cantonale valaisanne, 2022).

Néanmoins, comme nous l'avons vu lors de la rédaction de notre cadre théorique et de l'entretien exploratoire que nous avons mené au préalable, la police est aussi un acteur important en ce qui concerne la réglementation du travail du sexe en Valais. Elle est tout particulièrement responsable de l'enregistrement des données des gérant·e·s de salons et des personnes liées du travail du sexe par le biais de l'obligation d'annonce.

#### 4.2.3 LE CENTRE SIPE DE SION

Les centres SIPE sont présents dans toutes les régions du Valais (Monthey, Martigny, Sion, Sierre et Brig) et se tiennent à disposition des personnes de tout âge, culture et orientation sexuelle pour toute question en lien avec la procréation, la vie affective, le couple et la sexualité. Tout cela sans jugement ni tabou (SIPE, 2022b).

Les centres remplissent les mandats qui sont confiés par le canton dans les domaines cités précédemment et « participent avec les partenaires du réseau social et sanitaire à la mise sur pied d'une prévention de qualité pour la population valaisanne » (SIPE, 2022a). Ainsi, l'ensemble de leurs prestations est gratuit ou à des tarifs accessibles.

### 4.3 ÉCHANTILLON

Nous avons décidé, pour notre recherche sur le terrain, de prendre un échantillonnage de notre population d'étude selon un choix raisonné. Nous justifions le choix de cette méthode empirique en nous appuyant sur le travail de Lièvre (2006). Ce dernier explique que l'échantillonnage selon un choix raisonné est adopté lorsqu'une base de sondage est absente, difficile ou impossible à constituer. En effet, nous souhaitons, dans notre étude, choisir les variables spécifiques de la population étudiée et nous connaissons déjà le lien que cette dernière a avec notre problématique. De ce fait, nous ne pouvons pas utiliser la méthode d'échantillonnage probabiliste sur un échantillon aléatoire.

Nous avons interrogé, dans notre premier terrain, la responsable du projet BellaDonna de Promotion Santé Valais, Mme Johanne Guex, ainsi que l'une des deux travailleuses sociales qui interviennent dans ce projet, Mme Ronite Toledano. Tout cela dans le but de mieux cerner leur accompagnement vis-à-vis de la population étudiée.

Ensuite, nous avons questionné le chef de groupe de l'arrondissement de la police judiciaire du Valais central et responsable des inspecteurs en charge de la prostitution pour ce secteur.

Finalement, nous nous sommes entretenus avec deux professionnelles du centre SIPE de Sion. Ces dernières peuvent être amenées à collaborer avec Promotion Santé Valais pour l'accompagnement des travailleur·euse·s du sexe, mais apporte également un soutien au niveau de la santé sexuelle auprès de la population-cible.

## **4.4 MÉTHODE DE RÉCOLTE DES DONNÉES**

### **4.4.1 ENTRETIEN SEMI-DIRECTIF**

Pour la récolte des données, nous avons décidé de mener des entretiens de type semi-directifs. Les entretiens sont « la mise en œuvre des processus fondamentaux de communication et d'interaction humaine [...] qui permettent au chercheur de retirer [de ses entretiens] des informations et des éléments de réflexion très riches et nuancés » (Van Campenhoudt & Quivy, 2011, p. 173). Cette méthode se caractérise notamment par l'avantage du contact direct entre le·la chercheur·euse, qui est peu directif·ve, et des interlocuteur·ice·s, qui peuvent s'exprimer dans leur propre langage. Grâce à cela, nous avons pu obtenir les perceptions, les interprétations et les expériences de chacune des personnes que nous avons interrogées avec le plus d'authenticité et de profondeur possible.

Nous avons choisi les entretiens semi-directifs, car ils nous ont permis de « laisser venir l'interviewé afin que celui-ci puisse parler ouvertement, dans les mots qu'il souhaite et dans l'ordre qui lui convient » (Van Campenhoudt & Quivy, 2011, p. 174). Ce qui n'aurait pas été possible si nous avions choisi l'entretien centré ou ouvert, parce que ces derniers demandent soit trop de contrôle sur les questions à poser (liste de points précis à aborder impérativement) soit trop d'ouverture (questions larges laissant trop le champ ouvert à d'autres réponses que ce que nous cherchons).

Les questions que nous avons posées se concentraient sur nos trois hypothèses de travail dans le but de les tester et d'y répondre, mais nous avons pu également y voir des « développements parallèles susceptibles de les nuancer ou de les corriger » (Van Campenhoudt & Quivy, 2011, p. 174).

Néanmoins, les entretiens ont également des désavantages qui sont que les méthodes de recueil et d'analyse des informations doivent être choisies et conçues conjointement, car les éléments recueillis ne se présentent pas d'emblée sous un mode d'analyse en particulier (Van Campenhoudt & Quivy, 2011, p. 176). Aussi, les réponses données peuvent être influencées par la relation qui existe préalablement entre le·la chercheur·euse et la personne questionnée ou encore par le cadre de l'entretien.

#### 4.4.2 QUESTIONNAIRE

Certaines conditions ont fait que nous ne pouvions pas mener d'entretien semi-directif avec la police. En effet, pour mener ce dernier, nous aurions eu besoin d'enregistrer la personne que nous allions interroger afin de pouvoir, ensuite, faire une retranscription de ses propos. Néanmoins, cela a été refusé.

De plus, l'agent avec qui nous avons eu contact nous a fait savoir qu'il aimerait avoir accès aux questions avant. Avec ces exigences, nous avons donc changé nos plans, avec l'accord de nos deux directeurs de travail, et nous avons, ainsi, procédé exceptionnellement à une enquête sous forme de questionnaire d'administration directe. C'est-à-dire que c'est le répondant lui-même qui a complété les réponses à nos questions.

Par ce biais, nous avons pu lui poser des questions relatives à sa situation professionnelle et à son niveau de connaissance et/ou de conscience sur la problématique de notre travail de recherche. Cependant, nous sommes conscients que cette méthode est peu fiable, car les questions peuvent être mal interprétées (nous reviendrons d'ailleurs là-dessus durant l'analyse de nos résultats).

#### 4.5 LIMITES MÉTHODOLOGIQUES

Nous avons identifié certaines limites méthodologiques liées à notre travail de recherche que nous allons exposer par points :

Pour commencer, dans notre recherche, nous allons interroger qu'un petit échantillon des personnes qui accompagnent les travailleur·euse·s du sexe. Par conséquent, il y a un biais



de représentabilité. Ensuite, l'accessibilité des prostitué·e·s est compliquée du fait que c'est une population sensible et qu'ils·elles ne parlent pas tous et toutes français. Nous ne pourrions donc pas avoir accès à eux·elles directement, alors nous ne pourrions pas obtenir leur point de vue sur l'accompagnement proposé. Nous devons également faire attention à ne pas nuire aux intérêts de la population qu'accompagnent les personnes que nous allons interroger, car il est difficile d'anonymiser les institutions en Valais. Une autre limite méthodologique que nous avons identifiée du côté des professionnel·le·s, est que nous n'avons accès qu'à ce qu'ils·elles disent faire, mais nous ne savons pas ce qui est réellement fait sur le terrain. Aussi, nous avons une limite dans le temps et dans l'évolution dans le temps de l'accompagnement. De ce fait, nous savons ce qui est fait aujourd'hui, mais nous ne savons pas comment l'intervention peut et/ou va évoluer. Finalement, nous allons obtenir des informations qui ne concernent que le Valais romand, car nous restreignons notre recherche au Valais francophone. Par conséquent, nous ne saurons pas ce qui est réalisé en matière d'accompagnement des travailleur·euse·s du sexe dans le Valais alémanique ainsi que dans les autres cantons.

## 4.6 ÉTHIQUE

Nous nous appuyons sur le code éthique de la recherche de la Haute école de travail social de Genève (2013) pour réfléchir aux différentes valeurs qui doivent être respectées dans notre recherche.

### 4.6.1 APPRÉCIATION ET LIMITATION DES RISQUES

Lorsque nous avons analysé les entretiens que nous avons fait et que nous avons rédigé les résultats de ces derniers, nous avons veillé à ce que nos écrits ne nuisent pas à l'une des institutions terrain ainsi qu'aux personnes que nous avons interrogées. Nous avons suivi cette éthique en prenant toutes les précautions requises, comme nous assurer du consentement libre et éclairé des personnes interrogées, du respect de leur vie privée et en restituant les résultats de nos recherches aux personnes qui le souhaitaient pour s'ajuster en cas de besoin.

#### **4.6.2 LE CONSENTEMENT LIBRE ET ÉCLAIRÉ DU SUJET PARTENAIRE DE LA RECHERCHE**

Nous avons informé les personnes interrogées lorsque nous avons pris contact avec elles puis quand nous avons commencé l'entretien semi-directif sur : le cadre de notre recherche, c'est-à-dire ses buts, pourquoi nous la réalisons et dans quelles conditions nous allons exploiter les informations qui nous seront données. Nous leur avons également expliqué pourquoi nous les avons choisies pour répondre à notre question de recherche et nous leur avons précisé qu'elles peuvent se rétracter à tout moment sans aucune conséquence négative pour elles-mêmes. Finalement, nous leur avons donné la durée approximative de l'entretien et nous leur avons demandé si elles souhaitaient garder leur anonymat ainsi que celui de leur institution.

#### **4.6.3 RESPECT DE LA SPHÈRE PRIVÉE**

Puisque notre terrain d'enquête est composé d'institutions facilement identifiables, nous avons dû faire attention à ce que les informations transmises et utilisées dans notre travail ne soient pas publiées lorsqu'elles touchent la sphère privée des personnes interrogées ou de leur institution. Nous avons donc dû nous assurer que les données que nous avons récoltées soient inaccessibles à des tiers non habilités à en prendre connaissance et nous les avons supprimées dès que nous les avons utilisées.

#### **4.7 PRISE DE CONTACT AVEC LES PERSONNES INTERVIEWÉES**

Premièrement, nous avons pris contact avec Johanne Guex de PSV pour notre entretien exploratoire. Ensuite, elle nous a mis en lien avec sa collègue, Ronite Toledano, avec qui nous n'avons rencontré aucune difficulté dans la prise de contact. Cette dernière nous a encouragés à prendre contact avec les professionnelles du centre SIPE de Sion, qui ont été, elles aussi, tout à fait accessibles.

Pour ce qui est de la police, Ronite Toledano nous a donné le nom et prénom d'un agent avec qui elle avait déjà été en contact. Nous lui avons écrit un mail pour nous présenter ainsi que notre projet de recherche. L'agent nous a proposé un appel téléphonique pour discuter de vive voix. Durant cet appel, il nous informe que c'est le commandant qui doit accepter notre requête avant qu'il ne puisse faire l'entretien avec nous. Par conséquent, il nous redirige sur une autre adresse électronique. Nous réitérons la démarche.

Après plusieurs semaines sans réponses, nous nous permettons de les relancer. Enfin, nous recevons un mail qui nous informe que le commandant demande nos attestations d'étude ainsi que le contact de notre professeure référente afin de prouver que les données que nous récolterons seront utilisées pour la réalisation de notre travail de Bachelor.

Nous informons donc Karine Darbellay de cet échange. À notre demande, elle prend à son tour contact avec le commandant pour fournir les informations nécessaires pour que nous puissions poursuivre notre recherche. Cela étant fait, nous recevons un nouveau contact à qui nous adresser pour discuter des conditions d'un entretien. C'est donc le chef de groupe de l'arrondissement de la police judiciaire du Valais central et responsable des inspecteurs en charge de la prostitution pour ce secteur que nous contactons finalement. Nous discutons des modalités d'entretien et nous sommes informés que nous ne pourrions pas l'enregistrer et qu'il veut avoir accès aux questions avant la rencontre. Nous décidons alors de lui faire parvenir le guide d'entretien et lui disons que s'il préfère répondre par écrit, il peut le faire. C'est ainsi qu'il procède et il nous laisse également la possibilité de pouvoir lui renvoyer des relances deux fois. Nous n'avons donc plus eu de contact avec le premier agent qui est, comme il nous l'a dit, directement sur le terrain et en contact direct avec les travailleur·euse·s du sexe. La manière dispersée dont s'est passé cette prise de contact démontre que c'est un terrain sensible.

## 5 RÉSULTATS

---

À partir de ce stade du travail, nous décidons de n'utiliser plus que le terme de travailleur·euse·s du sexe et aucune autre appellation. Nous sommes encouragés à faire ce choix pour un intérêt de militance. Ensuite, afin de faciliter la lecture des résultats, voici un tableau qui présente les abréviations utilisées pour citer les personnes qui ont participé à notre enquête.

Nom, prénom et fonction des personnes interrogées	Abréviations
Johanne Guex, coordinatrice du projet Belladonna à Promotion Santé Valais.	PSV 1
Ronite Toledano, travailleuse sociale pour le projet Belladonna à Promotion Santé Valais.	PSV 2
Jacqueline Fellay Jordan, conseillère en santé sexuelle au centre SIPE de Sion.	SIPE 1
Claude Rey, conseillère et éducatrice en santé sexuelle au centre SIPE de Sion.	SIPE 2
Le chef de groupe de l'arrondissement de la police judiciaire du Valais central et responsable des inspecteurs en charge de la prostitution pour ce secteur.	Police

Pour procéder à l'analyse des résultats, nous allons reprendre nos hypothèses une à une et nous allons les décliner en sous-chapitres. Chaque sous-chapitre se présente sous forme de thèmes qui transparaissent également dans l'hypothèse. C'est également sous cette forme-là que nous avons mené nos entretiens et construit notre guide d'entretien.

### 5.1 HYPOTHÈSE 1

Notre première hypothèse formule l'idée que ce sont les professionnel·le·s qui engagent l'accompagnement d'abord, puisque les TDS souffrent de la marginalisation et des dangers de leur activité et de ce fait, peinent à entreprendre les démarches en premier.

### 5.1.1 PREMIER CONTACT

D'après les réponses que nous avons reçues, nous pouvons dire que l'acteur·ice du premier contact est variable en fonction du mandat des professionnel·le·s. En effet, comme nous le racontent les deux employées de PSV que nous avons questionnées, ce sont elles qui, dans un premier temps, se rendent dans les salons, se présentent et transmettent des prospectus ainsi que des flyers pour se faire connaître. C'est grâce à cette action et au bouche-à-oreille que les TDS prennent ensuite contact et se rendent, s'ils·elles le souhaitent, en entretien. Les partenaires de réseau redirigent aussi les TDS à PSV, comme les assistant·e·s sociaux et sociales. Il y a également la transmission d'informations entre la police et les professionnel·le·s de Promotion Santé Valais, ce qui leur permet d'avoir connaissance de tous les lieux de prostitution en Valais. Pourtant, il reste encore plus de 40 % des TDS auquel·le·s PSV n'a pas accès, notamment ceux·celles qui travaillent en appartements privés ou comme escort et qui utilisent Internet comme outil de travail.

Du côté des professionnel·le·s du centre SIPE, ce sont plutôt les TDS qui prennent rendez-vous en premier, car ils·elles ne se rendent pas directement sur les lieux de prostitution. Ainsi, le premier contact avec les TDS est souvent réalisé via trois portes d'entrées : par les client·e·s de ces derniers et dernières lorsqu'ils·elles se présentent aux centres SIPE pour des questions liées aux relations sexuelles, par le réseau (par exemple, les TS du programme BellaDonna à Promotion Santé Valais qui redirigent un·e TDS dans les centres SIPE pour une situation spécifique) ou encore par les TDS qui se rendent elles·eux-mêmes dans les centres SIPE. Il y en a également une dernière, lorsque la personne passe par le biais d'Internet pour rechercher un endroit où faire un test d'IST en Valais, elle sera redirigée vers l'un des centres SIPE. Néanmoins, les TS de ces centres ne savent pas systématiquement si la personne qui vient les voir est un·e TDS ou non. En effet, c'est un service bas seuil qui est ouvert à toute la population et où on ne pose pas forcément la question de ce que les personnes font dans leur vie.

Pour ce qui est du côté de la police, il nous est expliqué que ce sont les TDS, qui sont renseigné·e·s sur leurs obligations d'eux·elles-mêmes ou par les gérant·e·s des salons, qui se rendent aux postes de police par leurs propres moyens. Ce sont alors les travailleur·euse·s du sexe qui vont à la rencontre des policiers et non l'inverse, sauf quand

ces derniers effectuent des tournées dans les salons pour faire des vérifications d'enregistrement.

Nous pouvons donc souligner que, généralement le mouvement va des TDS aux professionnel·le·s. Le cas inverse est plus rare. Les personnes interviewées ne vont donc pas dans le sens de Ayerbe C. et al. (2011) qui disent que la prise de contact est amorcée par les professionnel·le·s.

### 5.1.2 ÉTABLISSEMENT DU LIEN DE CONFIANCE ENTRE LES TDS ET LES PROFESSIONNEL·LE·S

Les tenanciers de salons de prostitution ont l'obligation de laisser entrer les travailleur·euse·s sociaux et sociales dans leurs lieux. De ce fait, pour créer le premier contact ça semble plutôt aisé, mais pour ce qui est d'installer un lien de confiance cela reste une grande difficulté, surtout en faisant du porte-à-porte dans les différents salons de prostitution. Selon eux et elles, c'est une manière de faire plutôt délicate, car développer le rapport de confiance demande énormément de temps que les TS n'ont pas forcément à disposition lors de leurs rondes.

Pour ce qui est du point de vue de la police, les liens de confiance se créent parfois, mais ils sont rares. En effet, la plupart du temps, les travailleur·euse·s du sexe restent distant·e·s vis-à-vis de la police, notamment parce qu'ils·elles ne voient que son côté répressif : « *Comme la police doit faire respecter les lois en vigueur, la plupart des TDS restent distants, car ils ne voient que le côté répressif de la police* » (Police). De plus, la barrière de la langue est également une autre difficulté relevée par les policier·ère·s, car ils et elles doivent demander la présence d'un·e traducteur·trice. Les échanges ne sont donc pas « directs » entre eux·elles et les prostitué·e·s, ce qui instaure naturellement une distance. En effet, pour les TS de PSV, il n'y a pas de problème de traduction puisqu'elles savent parler leur langue. Du côté du centre SIPE, cette difficulté n'est pas mentionnée.

Un point important, relevé par Johanne Guex, qui permettrait de développer la confiance entre accompagnant·e·s et TDS est de ne pas tomber dans l'idée de penser à la place d'eux·elles, mais de les interroger directement sur leurs besoins en termes d'accompagnement. En effet, cela permet de commencer une relation sur de bonnes bases et facilite le rapport de confiance. C'est d'ailleurs ce qui est mentionné par Ayerbe C. et al. (2011) lorsqu'ils expliquent que la création du lien se fait en plusieurs étapes,

commençant par une prise de contact par les travailleur·euse·s sociaux et sociales puis la mise en place d'une approche non-interventionniste.

### 5.1.3 MARGINALISATION DES TRAVAILLEUR·EUSE·S DU SEXE

En règle générale, nous pouvons affirmer que la plupart des travailleur·euse·s du sexe sont marginalisé·e·s et stigmatisé·e·s. Dans notre société actuelle, le sexe est tabou. L'exercer en tant qu'activité professionnelle est donc ébranlant pour autrui, porteur de stéréotypes et suscite la gêne, nous disent les professionnelles du centre SIPE et de PSV. Ainsi, les personnes interviewées vont dans le sens de Foucart (2017) et Gil (2012) qui expliquent tous les deux que la prostitution est marginale à cause des constructions sociales de notre société, des préjugés, mais aussi à cause de la culture, des politiques et de la morale en vigueur qui la répriment.

*Je vous propose d'essayer, dans un souper entre amis, de dire que vous pratiquez le travail du sexe. Je vous assure qu'on ne va plus parler de se passer le sel et de ce qu'on va manger, hein. Ça ne laisse jamais indifférent. C'est parce que les gens, qui ne connaissent pas ces milieux-là, sont pleins de préjugés. [...] Comme c'est de la sexualité qui fait, en général, partie de l'intimité des individus, ça ne laisse jamais personne indifférent (PSV 1).*

Par peur, certain·e·s travailleur·euse·s du sexe qui ont honte de leur activité se mettent aussi eux-mêmes ou elles-mêmes en marge. Nous pouvons résumer que, certes, le stéréotype de travailleur·euse du sexe est lourd à porter et est porteur de jugement potentiel, mais que cela dépend aussi des situations de chacun·e.

Pour certain·e·s, ce sera mieux vécu. L'une des personnes que nous avons entendues suppose qu'il peut être, par exemple, plus valorisant socialement pour un homme d'exercer le travail du sexe sur Internet que pour une femme dans un salon. Il y a aussi « Monsieur et Madame tout le monde » qui exerce en toute discrétion. De ce fait, quand l'activité professionnelle n'est pas identifiable ou repérable, il n'y a pas de stigmatisation.

### 5.1.4 VIE SOCIALE DES TRAVAILLEUR·EUSE·S DU SEXE

Les différent·e·s professionnel·le·s s'aperçoivent que, dans leur pratique, les TDS ont une vie sociale assez faible, voire aucune vie sociale du tout. Cela est aussi énormément en lien avec la marginalisation de leur activité.

*Je pense que les TDS qu'on accompagne ici n'ont pas de vie sociale. [...] Je pense qu'ici, c'est le travail. Il n'y a pas vraiment de vie sociale. Elles travaillent et elles rentrent chez elles en Espagne ou en Italie. Elles travaillent, elles gagnent de l'argent et, quand il y a assez [d'argent], elles repartent chez elles. Et c'est 7 [jours] sur 7. [...] Pas de jours de congé, car c'est peut-être pendant le jour de congé qu'il y a LE client qui arrive et qui va apporter beaucoup d'argent. Mais je ne sais pas si on peut généraliser, car je n'ai accès qu'à une petite partie [de TDS] (PSV 2).*

Les causes relevées par les professionnel·le·s sont multiples : premièrement à cause de la barrière de la langue. Ensuite, parce qu'elles travaillent tous les soirs (ce qui limite un bout de la vie sociale) et, finalement, parce que la prostitution est un milieu qui est très mouvant. Par conséquent, ils·elles peuvent être amené·e·s, par exemple, à faire deux semaines en Valais, pour après se rendre à Zurich et repartir trois semaines plus tard à Milan. Tout cela ne les aide pas du tout à se créer un milieu social.

### **5.1.5 COMMENT LES NOTIONS DE DANGERS DANS LE TRAVAIL DU SEXE INFLUENCENT L'ACCOMPAGNEMENT**

L'accompagnement proposé par les structures d'aides tel que le SIPE ou encore PSV sont des portes d'entrée bas seuil qui sont, donc, facilement accessibles et adaptées aux besoins de la population-cible. La première démarche de PSV est d'analyser les situations des personnes qui viennent les voir. Le but est d'écarter les situations de danger que citent notamment Legardinier (1997). Les questions les plus basiques sont posées comme si ça va, s'ils·elles ont peur dans le salon où ils·elles sont, etc. Ensuite, tous les facteurs de vulnérabilité sont pris en compte pour proposer un accompagnement individualisé. En termes de santé, de la prévention des IST est faite et des préservatifs sont distribués. Les autres notions de dangers, par exemple celles des addictions ou des violences, vont requérir une réorientation vers les services compétents.

Bien sûr, le devoir des professionnel·le·s sera d'aborder les sujets sans en faire des tabous, mais surtout de réorienter les personnes. L'étendue des difficultés que rencontrent les travailleur·euse·s du sexe est très large, allant de la prise de drogues aux agressions, des transmissions d'IST à des grossesses non-planifiées, des difficultés à se loger aux



difficultés pour le renouvellement du permis et plus encore. Par conséquent, le travail de réseautage est très présent et essentiel.

*On ne peut pas être spécialiste en tout, mais je pense que, entre les travailleur·euse·s sociaux et sociales et les travailleur·euse·s de la santé, on peut être un peu entre deux. On se doit de connaître extrêmement, finement, le réseau (SIPE 1).*

Cependant, il ne faut pas faire une généralité des dangers, notamment de la violence, auxquels peuvent faire face les TDS.

*Mais la pratique montre qu'il y a aussi beaucoup de préjugés sur la potentielle violence des clients, alors que la plupart des [clients] réguliers des travailleur·euse·s du sexe de la permanence sont bienveillants et ont, par exemple, aidés financièrement les prostitué·e·s lors de la période du COVID. [...] On a eu pas mal de clients réguliers de certaines travailleuses du sexe qui les ont accompagnées à notre permanence. Donc, la plupart des clients sont hyper bienveillants (PSV 1).*

D'ailleurs, la précarité financière peut aussi être citée comme danger dans le domaine de la prostitution. Pour lutter contre ça, les prix sont rendus les plus accessibles possible. Par exemple, le centre SIPE adapte ses tarifs en fonction de la capacité financières des client·e·s et PSV offre des prestations.

#### 5.1.6 DISCUSSION DE L'HYPOTHÈSE 1

Promotion Santé Valais et le centre SIPE se mettent d'accord sur l'existence d'une marginalisation dont souffrent les TDS ainsi que sur les dangers qui sont bels et bien présent dans l'univers prostitutionnel. Cela concorde avec les éléments présentés dans le cadre théorique.

Pour ce qui est de la prise de contact, dans les faits, PSV et le centre SIPE se font connaître par plusieurs biais et ce n'est qu'après que les TDS font (ou pas) le premier pas. Concernant la police, l'obligation d'annonce des travailleur·euse·s du sexe ne permet pas l'autodétermination de ces dernier·ère·s en ce qui concerne le premier pas.

Pour ce qui est de la facilité de la démarche d'approche, nous ne pouvons pas l'affirmer. Il aurait fallu questionner les personnes concernées pour le savoir. La police, quant à elle,

dit également que, généralement, ce sont les TDS qui se rendent à eux·elles d'eux-mêmes ou elles-mêmes. Sinon, elle fait des contrôles dans les salons. Avec ces résultats, nous ne pouvons pas confirmer totalement l'hypothèse puisqu'une partie des personnes interviewées disent que ce sont elles qui font le premier pas (PSV) et une autre que ce sont les TDS qui se rendent auprès d'eux·elles (SIPE et Police).

## 5.2 HYPOTHÈSE 2

La deuxième hypothèse suppose que, dans l'accompagnement des travailleur·euse·s du sexe, la police joue le rôle de contrôle et d'application du cadre juridique réglementariste. Ce qui permet, ainsi, aux TS de se concentrer sur l'accompagnement social.

### 5.2.1 RÔLE DE LA POLICE

Le but premier de la police est celui de faire respecter la loi. Selon La LProst valaisanne, les TDS sont soumis·es à une obligation d'annonce. C'est-à-dire qu'ils·elles ont le devoir de s'enregistrer auprès de la police en donnant leur identité complète avec leurs pièces d'identité, les raisons de la pratique de la prostitution, leur adresse et leur numéro de téléphone. La police se charge également de les prendre en photo.

Pour s'assurer que les enregistrements sont tous bel et bien effectués, des agents vont faire des contrôles directement dans les salons. Ils profitent également de ces rencontres pour faire des contrôles sur les permis de séjour.

*La police cantonale valaisanne a pour mission de faire respecter les lois en vigueur, de procéder à l'enregistrement des TDS, de détecter les éventuelles infractions commises par les TDS ou celles dont ils pourraient être victimes, de faire de la prévention et de la répression, au besoin. Les TDS ont l'obligation de rencontrer les inspecteurs en charge de ce domaine lors de leur enregistrement auprès de la police, avant de débiter leur activité dans notre canton. À cette occasion, les TDS obtiennent les coordonnées de la police et peuvent, au besoin, nous contacter au cas où ils rencontreraient un problème légal en lien avec leur profession (Police).*

En plus de ces procédures, la police propose des lieux d'hébergements d'urgence aux TDS dans le besoin et se charge de faire de la réorientation vers des structures d'aide telles que PSV si la situation le demande. Il faut aussi savoir que, non seulement les

prostitué·e·s ont l'obligation d'annonce, mais c'est aussi le cas pour les gérant·e·s de salon. Ces dernier·ère·s sont aussi tenu·e·s à un contrôle de la tenue de leur registre d'établissement. En résumé, les rôles de la police sont ceux de contrôle, de répression et de réorientation.

### 5.2.2 RÔLE DES TRAVAILLEUR·EUSE·S SOCIAUX ET SOCIALES

Du côté de Promotion Santé Valais, ils·elles font un accompagnement psychosocial, informent et redirigent les travailleur·euse·s du sexe du Valais uniquement. Ils·elles ont un mandat de prévention sanitaire, d'aide pour les démarches administratives, etc.

Les buts de leur accompagnement, selon Johanne Guex, sont surtout de s'occuper de la vulnérabilité et de la précarité sociale, administrative et financière des travailleur·euse·s du sexe. C'est-à-dire d'aider pour le renouvellement du permis de séjour, permettre l'accès aux soins basiques de santé, soutenir pour les démarches des demandes d'allocations pertes de gains (APG), répondre aux questions d'assurance-maladie, offrir de l'aide pour l'endettement et rediriger vers les services compétents, effectuer les démarches avec les poursuites, gérer les difficultés des contrats de bail avec les tenanciers, rédiger des lettres de litige, etc.

Pour ce qui est des centres SIPE, ils proposent des prestations en lien avec la santé sexuelle qui sont réparties en quatre secteurs. Cela comprend notamment l'éducation à la santé sexuelle ainsi que les prestations liées aux questionnements autour de la contraception, de la santé sexuelle, de la sexualité, de l'identité de genre, des violences sexuelles, etc.

L'accompagnement varie non pas en fonction de si la personne pratique du sexe tarifé, mais surtout en fonction du motif de consultation. Néanmoins, lorsqu'il y a connaissance que c'est un·e TDS, des sujets plus spécifiques seront abordés comme la protection sexuelle, la fréquence des tests pour les IST, etc.

*[...] Si c'est un·e TDS [...] on va peut-être oser aborder les sujets liés à où est-ce qu'elle pratique ? Est-ce que c'est ok les préservatifs ? Est-ce qu'elle sait ce qu'il se passe dans le cas de... [situation de danger, d'infection, etc.] ? Est-ce qu'elle se fait tester régulièrement ? Est-ce qu'elle a un partenaire stable ? (SIPE 1).*

Les dires des personnes interviewées concordent avec celles d'Ayerbe C. et al. (2011), qui affirment que l'accompagnement des travailleur·euse·s du sexe se fait par plusieurs biais comme la prévention, la réinsertion ou encore l'accompagnement au quotidien.

### 5.2.3 COLLABORATION ENTRE POLICE ET TRAVAILLEUR·EUSE·S SOCIAUX ET SOCIALES

Les professionnel·le·s de PSV et la police peuvent échanger des informations entre eux·elles tout en respectant le secret de fonction de chacun : « *Nous nous échangeons des informations tout en respectant le secret de fonction. Nous aiguillons les TDS vers la médiatrice de BellaDonna et vice-versa* » (Police). Aussi, il arrive parfois que les TS de PSV contactent la police pour dénoncer des situations de violences que peuvent connaître les TDS sans que cela ne les mette en danger.

*Une fois, dans un salon, parce qu'il y avait des bagarres et une fille avait très peur : elle était suivie et son mec s'était fait frapper. En fait, c'est pour le partage d'informations. Toujours dans la confidentialité. Sans donner le nom des filles, mais en disant : « Dans ce salon, les échos ne sont pas top, ce serait bien que la police aille faire un tour pour pas que ce soit un lieu de non-droit (PSV 2).*

La police aiguille également les travailleur·euse·s du sexe vers le programme BellaDonna, mais il semble assez clair des deux côtés qu'il doit y avoir le moins de collaboration possible entre ces deux corps de métiers afin de ne pas croiser les mandats.

*Il n'y a pas de collaboration. On a des mandats séparés et très clairs. [...] Parce que, sinon, on croise nos mandats et puis c'est le début de la fin. Et puis à ce moment-là, ouais, bah, ça ne va pas. Parce que ça veut dire que ça se ferait aussi dans le dos des travailleurs et des travailleuses du sexe et ça, c'est un réflexe chez les travailleurs sociaux qui est terrible. C'est de faire, à la place des gens, des démarches (PSV 1).*

Pour ce qui est des centres SIPE, il n'y a pas vraiment de collaboration avec la police ou PSV, bien qu'il puisse arriver que les travailleuses sociales de PSV redirigent les travailleur·euse·s du sexe vers leur service.

#### 5.2.4 AUTRES ACTEURS IMPLIQUÉS ?

Autant la police que le centre SIPE et PSV tiennent un rôle de réorientation vers d'autres acteur·ice·s proposant un soutien financier, administratif, psycho-social, matériel et/ou informatif. Pour cela, les trois institutions doivent avoir connaissance du réseau qui gravite autour des TDS. Il est important de savoir que, selon leurs rôles, le centre SIPE, PSV et la police n'ont pas le même réseautage. Celui du centre SIPE et de PSV est plus conséquent, puisqu'ils et elles ont un plus grand rôle d'accompagnement que la police.

Voici une liste non-exhaustive du réseau avec qui peuvent être mises en lien les personnes travailleur·euse·s du sexe : la Fondation d'intégration pour tous (IPT), les centres d'aide aux victimes d'infractions (LAVI), le service de la population et de la migration (SPM), le service de l'industrie, du commerce et du travail (SICT), les centres médico-sociaux, l'Antenne Sida, les hôpitaux, Corps Solidaire.

*« Nous créons un réseau autour de la personne. La réorientation fait partie de l'accompagnement et à chacun sa spécificité » (PSV 2).*

#### 5.2.5 DISCUSSION DE L'HYPOTHÈSE 2

Tous·tes s'accordent pour affirmer l'hypothèse selon laquelle c'est la police qui s'occupe de l'application du cadre juridique tandis que les TS s'occupent, eux·elles, de l'accompagnement social. Une nuance est cependant apportée par les personnes interviewées qui nous font savoir qu'une certaine collaboration entre les deux acteur·ice·s est établie, bien que les mandats ne soient pas mélangés. De ce fait, nous pouvons confirmer cette hypothèse.

### 5.3 HYPOTHÈSE 3

Notre troisième hypothèse présume que le travail du sexe en Valais n'est pas un choix, car il est spécifiquement lié à la précarité.

#### 5.3.1 PROFIL DES TRAVAILLEUR·EUSE·S DU SEXE

La population au sein des TDS est très hétéroclite. En effet, il y a autant de jeunes personnes que de plus âgées avec des niveaux socio-économiques très variables. Il existe des différences dans les profils des TDS aussi parce qu'il y a des tarifs, des niveaux de prostitutions et des types de clients qui diffèrent :

*Comme il y a des tarifs dans la prostitution, il y a des niveaux de prostitution et de clients... Et malheureusement... Moi, je dirais que ça n'a pas bien changé du Moyen-âge : il y avait celles qui étaient à Versailles et celles qui étaient à Marseille (SIPE 1).*

Ainsi, toutes les trajectoires de vie sont différentes, même s'il y a souvent un facteur de précarité financière commun dû, par exemple, à la perte d'un emploi ou à des études à soutenir financièrement. C'est notamment le cas des personnes qui se présentent à la permanence du projet BellaDonna au sein de PSV. En effet, selon Johanne Guex, ces dernières font surtout partie des plus précaires, mais peut-être qu'il se trouvent des personnes encore plus précaires qui n'osent pas se montrer à PSV. Ces propos confirment ceux de Legarnier (1997) qui explique que chaque parcours amenant à la prostitution est singulier, bien qu'il y ait souvent des facteurs similaires dans ces derniers.

Cependant, Johanne Guex attire l'attention sur la notion de précarité qu'elle propose de nuancer, car ce n'est pas le cas de tous·tes les TDS :

*Je pense aussi qu'il faut aussi nuancer cette histoire de précarité financière. Les femmes que j'accompagne sont des femmes qui ont un passeport espagnol, qui ont un appartement, qui sont aussi parfois propriétaires, qui ont des enfants qui vont à l'université. Ça peut être des femmes instruites aussi. Je pense que c'est aussi parfois plutôt un souci financier plus qu'une précarité financière qui pousse à travailler dans le sexe (PSV 2).*

De plus, Jacqueline Fellay Jordan ajoute que la société a beaucoup de préjugés sur les TDS : on peut penser qu'il y a plus de femmes prostituées que d'hommes, que ces femmes sont extrêmement belles avec de multiples partenaires, assez libres, alors que ce sont des personnes tout à fait « lambda », que l'on peut croiser dans la vie de tous les jours, avec un partenaire stable et des enfants.

### **5.3.2 PARCOURS / ENTRÉE DANS LE TRAVAIL DU SEXE**

Bien qu'il y ait un dénominateur commun, qui est la précarité, dans la plupart des parcours de vie des TDS, ce n'est pas obligatoirement ce qui les a amené·e·s au travail du sexe, selon Johanne Guex.

*Il y a autant de parcours de vie que dans n'importe quel autre métier. Il y a beaucoup de légendes urbaines autour de ce travail, ou de mythes. Ce que je peux vous dire sur la réalité de la prostitution, on va dire au sens large, en Valais, c'est que ce qu'on voit des fois dans les médias, surtout en Suisse alémanique sur les travailleuses du sexe jeunes qui font ce travail pour payer leurs études, ça, c'est un peu une légende urbaine. [...] C'est bien plus complexe que ça. Et on ne peut pas faire de généralisation, chaque parcours est différent. Alors, oui, ils et elles ont en commun une précarité, en tout cas quand on les voit à la permanence sociale, mais ce n'est pas forcément ça qui les a amené·e·s au travail du sexe (PSV 1).*

Ce propos peut s'accorder à la théorie de Legardinier (1997) qui dit que l'entrée dans le monde prostitutionnel se fait après une suite d'échecs et de souffrance. Johanne Guex rajoute la nuance que ces difficultés ne sont pas inévitablement les raisons de ce parcours prostitutionnel.

### 5.3.3 MIGRATION ET TRAVAIL DU SEXE

Chimienti (2009) et les intervenant·e·s interrogé·e·s affirment qu'il n'existe pas de statistiques exactes d'un lien entre le travail du sexe et la migration. Néanmoins, les professionnel·le·s sont tous d'accord sur le fait qu'il y a des origines majoritairement plus présentes sur la scène du travail de sexe que d'autres. Ce sont beaucoup des personnes des pays de l'Est, des Sud-Américain·e·s et un petit peu du continent africain. Il y a également beaucoup de personnes binationales.

Une première hypothèse sur la raison de cette présence migratoire élevée, selon les professionnelles du centre SIPE, est qu'il serait plus facile de mener cette activité quand on ne connaît personne dans le pays. Un aspect de honte semble également relativement présent. Un autre facteur principal est aussi le niveau de revenus en Suisse qui est plus élevé que dans d'autres pays en Europe.

Une seconde explication serait que, à cause de la précarité due aux politiques migratoires ainsi qu'aux permis de séjour qui ne permettent pas l'accès à l'aide sociale, les migrant·e·s se retrouvent dans une situation financière précaire qui les pousse à entrer dans le travail du sexe.

*Il est plus facile pour un TDS de se prostituer dans un lieu où il ne connaît personne. C'est l'appât du gain et les potentiels revenus, qui peuvent être élevés et obtenus en peu de temps, qui poussent également des personnes étrangères à se prostituer. L'argent gagné en quelques semaines en Suisse peut parfois permettre de faire vivre une famille entière à l'étranger où le salaire moyen est faible (Police).*

Finalement, une dernière supposition qui justifie cette présence est le tourisme sexuel : les clients réclament un aspect « exotique » chez les TDS.

#### **5.3.4 PRÉCARITÉ DANS LE TRAVAIL DU SEXE**

Bien que cette généralité ne soit pas applicable à toutes les situations et que l'amalgame ne soit pas à faire, la notion de précarité est souvent présente dans le monde prostitutionnel comme le montre l'exemple de l'interview mené par Carvalho Arruda (2007). Beaucoup de TDS sont, par exemple, issu·e·s de la migration. En tant que migrant·e ayant un permis de séjour, et exerçant son activité professionnelle en tant qu'indépendant·e, il n'est pas possible de toucher des aides financières telles que l'aide sociale ou encore le chômage.

#### **5.3.5 LA PROSTITUTION EST-ELLE UN CHOIX OU NON ?**

Bien que les TDS sont autodéterminé·e·s et que certain·e·s d'entre eux·elles revendiquent leur pratique comme un choix, cette notion reste floue, complexe et difficile à déterminer. Pour les professionnelles du centre SIPE, cela reste une question assez philosophique dont on aimerait que la réponse soit « oui ». Elles souhaiteraient que ce soit un choix éclairé pour tous·tes et non pas à cause de la misère financière. Elles s'accordent d'ailleurs avec les propos de Gil (2012) qui dit que la notion de choix est différente pour chacun·e et que le choix pur et libre de toutes contraintes n'existe pas, parce qu'ils découlent automatiquement de contraintes imposées.

Aussi, nous trouvons intéressant de mentionner les paroles de Johanne Guex. En effet, cette dernière relève qu'on se pose surtout cette question du choix ou du non-choix d'exercer le travail du sexe, mais qu'on ne le fait pas lorsqu'on parle, par exemple, du métier d'ingénieur en génie civil.



Il arrive tout de même que certain·e·s TDS exercent le travail du sexe par militantisme et le revendiquent dans le but de faire une lutte de leurs souffrances :

*Je pense que, parfois, on fait du militantisme d'une lutte, d'une souffrance qu'on sublime, je pense. [...] D'un combat qu'on a gagné, parce qu'on a gagné de l'argent et puis qu'on a pu, peut-être, aider une famille et des enfants derrière. Donc on a la force de se redresser en faisant une lutte. Puis je pense que le militantisme n'est pas à la portée de tout le monde (SIPE 1).*

Ce cas de figure, cependant, s'oppose d'une certaine manière aux dires de Gil (2012) qui souligne qu'il est plus facile de récolter le témoignage d'une victime de la prostitution plutôt que celles qui ne se considèrent pas comme telle.

Finalement, lors des enregistrements effectués dans les bureaux de la police, la question du choix est abordée frontalement dans le but de repérer les cas de traite d'humains. Les réponses varient alors : certain·e·s le font par choix, d'autres par nécessité ou encore par facilité. Nous nous interrogeons alors sur le dernier terme employé : est-ce de la facilité dans le sens où la prostitution ne nécessite pas de formation particulière, ou est-ce pensé comme le préjugé qui dit que le travail du sexe permet de gagner beaucoup d'argent ?

### 5.3.6 DISCUSSION DE L'HYPOTHÈSE 3

Le centre SIPE et PSV sont d'accord sur un point qui est celui que la notion de choix est difficilement déterminable, comme nous le montrons dans le cadre théorique. Ensuite, la notion de précarité apparaît dans beaucoup de parcours de vie de TS, que ce soit avant ou pendant le parcours prostitutionnel. Le centre SIPE et PSV insistent sur le fait qu'aucune généralité n'est à faire et que chaque parcours est différent bien qu'il puisse y avoir des dénominateurs communs. La police, elle, fait allusion aux « potentiels gains faciles ». Selon eux, le facteur primaire de l'entrée dans la prostitution n'est pas forcément la précarité. Selon nous, leur vision peut s'expliquer par leurs actions qui sont très procédurales et qui ne leur permettent pas, nous présumons, d'entendre les TDS comme le font les professionnel·le·s du centre SIPE ou de PSV. Avec ces résultats qui apportent beaucoup de nuances, nous ne validons pas l'hypothèse.

## 5.4 SYNTHÈSE DE L'ANALYSE

Reprenons d'abord notre question de recherche retenue qui est « Quels sont les enjeux du travail du sexe en Valais, quel type d'accompagnement l'encadre-t-il et quels acteurs·ice·s y interviennent ? ».

Nous avons découvert que les enjeux du travail du sexe en Valais sont multiples, notamment avec les notions de dangers et de précarité qui sont souvent fortes. Pour ce qui est de l'accompagnement proposé, le cadre juridique valaisan réglementariste permet d'offrir des moyens de suivi tel qu'un accompagnement psycho-social individuel aux TDS. Les institutions qui interviennent dans cet accompagnement sont nombreuses, mais les principales sont la police, le programme Belladonna de PSV et les centres SIPE.

Ensuite, il est important de notifier certains points pour conclure l'enquête. Nous pouvons dire que cette dernière nous a surtout permis d'apporter de la nuance au propos du cadre théorique et de nos hypothèses. Les professionnel·le·s que nous avons questionné·e·s nous ont beaucoup rappelé, pour répondre à nos propos tirés de la littérature, qu'il ne fallait pas faire de généralités. Cela a été le cas, notamment pour la notion de précarité dans le parcours prostitutionnel ou encore quand nous avons demandé quels étaient les profils des TDS.

Nous avons également pu nous rendre compte que PSV et le centre SIPE, ayant les deux un but d'accompagnement, partageaient souvent les mêmes avis, au contraire de la police qui, elle, est plus dans un objectif de répression et de contrôle. C'est pourquoi les mandats de ces différents acteur·ice·s sont bien distincts malgré la coopération qui s'opère entre eux·elles.

## 6 CONCLUSION

Afin de conclure notre travail de Bachelor, nous allons dresser le bilan de nos objectifs théoriques, méthodologiques, professionnels et personnels. Ensuite, nous allons présenter des pistes d'action et nous terminerons avec quelques ouvertures.

### 6.1 BILAN

#### 6.1.1 OBJECTIFS THÉORIQUES

Nous avons pu, surtout grâce à la réalisation du cadre théorique, mais aussi à l'aide de nos entretiens, atteindre complètement cet objectif où nous voulions développer nos connaissances en ce qui concerne les définitions propres au travail du sexe, les « catégories » de travailleur·euse·s du sexe et apprendre le cadre légal qui entoure cette pratique.

Le premier point a pu être abordé dans la partie théorique de notre travail. Nous y expliquons les différents types de prostitutions reconnus par la LProst, apportons la définition du travail et du travail du sexe pour identifier le travail du sexe comme tel. Nous abordons également les différents dangers de cette pratique ainsi que les différents courants de pensée liés à cette dernière.

#### 6.1.2 OBJECTIFS MÉTHODOLOGIQUES

Les objectifs méthodologiques ont, eux aussi, tous été accomplis. Arrivant à la fin de ce travail, nous sommes désormais capables de définir une problématique, de mener des entretiens de recherche et de rédiger un travail de recherche.

Cela n'a pas été aisé, notamment lorsqu'il nous fallait concevoir une grille de questions pour nos entretiens. En effet, cette dernière devait être en adéquation avec nos trois hypothèses afin qu'elle soit orientée dans la bonne direction. Nous avons dû également réfléchir aux tournures de phrases afin qu'elles soient pertinentes et empreintes de neutralité. Nous avons, cependant, réussi à le faire, puisque nous avons obtenu des réponses pertinentes et très intéressantes que nous avons pu analyser.

#### 6.1.3 OBJECTIFS PROFESSIONNELS

Déterminer les besoins d'une population concernant l'accompagnement social et son orientation par les TS font partie de nos objectifs professionnels. Nous pensons que ces

derniers ont été partiellement atteints, car nous avons le point de vue des professionnel·le·s qui suivent les TDS, mais nous n'avons pas pu interroger directement les personnes concernées. Il aurait été nécessaire de consulter des travailleur·euse·s du sexe pour compléter ce point-là.

Pour continuer, nous avons pu clairement identifier et confirmer le réseau de professionnel·le·s qui gravite autour des TDS. Nous avons découvert quelques outils d'intervention, comme la distribution de flyers lors des tournées des TS dans les salons pour se faire connaître ou encore la méthode d'approche non-interventionniste.

Finalement, nous espérons que notre travail permettra de sensibiliser les personnes qui liront aux problématiques concernant les travailleur·euse·s du sexe et des risques de l'accompagnement de ces dernières, mais nous ne pouvons pas le savoir actuellement.

#### 6.1.4 OBJECTIFS PERSONNELS D'AIDEN

En ce qui concerne mes objectifs personnels, je n'ai malheureusement pu connaître l'histoire de vie des TDS uniquement par le biais de la littérature scientifique que j'ai lue pour rédiger le cadre théorique. Il aurait été très passionnant pour moi d'avoir accès à un·e ou plusieurs travailleur·euse·s du sexe pour qu'il·s ou elle·s puisse·nt me raconter son·leur parcours de vie. J'ai cependant pu prendre connaissance du réseau qui entoure ces dernier·ère·s. Par conséquent, mes objectifs personnels sont partiellement atteints.

#### 6.1.5 OBJECTIFS PERSONNELS D'ARION

Comme je l'avais formulé dans mes objectifs, je pense avoir pu affiner mes connaissances dans le domaine de la prostitution. Ayant fait quelques mois de recherches et d'enquête, mes notions en la matière sont désormais plus étoffées. Pour ce qui est de mon autre objectif qui était de me spécialiser dans l'accompagnement des TDS, je ne peux pas en dire de même. Je réalise que cet objectif était très ambitieux. Bien qu'en ayant répertorié et étudié les professionnel·le·s gravitant autour des TDS, je ne peux pas me vanter d'être spécialisé dans leur accompagnement.

#### 6.1.6 LES LIMITES MÉTHODOLOGIQUES

Premièrement, nous avons pu interroger qu'un échantillon minime des personnes qui accompagnent les travailleur·euse·s du sexe et uniquement en Valais. Par conséquent, il y a effectivement un biais de représentabilité dans les résultats que nous avons obtenus.

Cette limite se joint à celle du temps à disposition et de l'évolution dans le temps. Étant donné que notre travail s'est réalisé sur uniquement deux semestres, nous n'avons pas pu questionner d'autres intervenant·e·s sociaux et sociales accompagnant des TDS dans d'autres cantons romands, par exemple. Aussi, nous n'avons pas pu avoir directement accès aux TDS et nous n'avons donc accès qu'à ce que les professionnel·le·s disent faire. Une chose qui aurait été adéquate pour supprimer ce biais aurait été d'interroger un·e ou des TDS parlant français ou de participer en tant qu'observateurs à des entretiens entre TDS et professionnel·le·s.

Finalement, la réponse institutionnelle de la police en ce qui concerne notre demande d'entretien a été mouvante. Comme nous l'avons cité précédemment, nous avons été redirigés deux fois vers deux personnes différentes avant de pouvoir avoir un entretien. De plus, nous avons dû envoyer le questionnaire de notre entretien par mail. Nous avons, par conséquent, un biais dans les réponses que nous avons obtenues, car tout s'est déroulé par écrit. Aussi, nous n'avons pas pu préciser certains termes de nos questions qui auraient pu être mal interprétés par la personne interrogée ou faire des relances pertinentes.

## **6.2 LES PISTES D'ACTIONS**

### **6.2.1 VISIBILISATION DU TRAVAIL DU SEXE**

Une première proposition de piste d'actions serait de rendre le travail du sexe plus visible, plus particulièrement à travers sa visibilisation et sa sensibilisation auprès de la population qui n'est pas concernée par ce milieu (société en général). Cela permettrait de déconstruire les préjugés et stéréotypes qui touchent les personnes TDS et, ainsi, de réduire la marginalité des travailleur·euse·s du sexe pour les intégrer dans la société. Finalement, rendre visibles les personnes concernées par cette pratique permettrait aussi de développer une facilité d'accès aux droits sociaux pour elles.

En tant que professionnel·le·s du travail social, nous pourrions réaliser des campagnes de sensibilisation à l'échelle cantonale. Nous pourrions également nous interroger sur les représentations qu'a la police sur les travailleur·euse·s du sexe et sur leur importance, étant donné que c'est souvent le premier corps de métier que les TDS rencontrent à cause de l'obligation d'annonce.

### 6.2.2 COMBLER LE MANQUE DE DONNEES

Il manque actuellement des données précises sur la réalité des travailleur·euse·s du sexe, tandis que nous avons actuellement énormément de statistiques sur les autres métiers de notre société. Nous pouvons justifier ceci parce que c'est un métier aux contours et aux délimitations flous. En effet, jusqu'où est-ce qu'on considère quelqu'un comme TDS ou non ? Par conséquent, il serait intéressant de faire une étude statistique sur ces personnes. De plus, cela contribuerait ainsi à leur visibilisation au sein de la société.

### 6.2.3 CRÉATION DES « SALONS RÉGLO » POUR LES TDS

Un dispositif qui serait intéressant à mettre en œuvre nous a été partagé par Ronite Toledano lorsque cette dernière nous a donné son idéal à atteindre en termes d'accompagnement. Elle nous mentionnait le désir d'une construction, en Valais, d'un « salon réglo », comme l'association Aspasia l'a initié à Genève. Le concept serait d'acheter un immeuble et d'y établir des loyers décents pour les TDS qui y travailleraient, sans être escroqué·e·s et/ou maltraité·e·s par les gérants de salon de prostitution.

### 6.2.4 L'ACCOMPAGNEMENT DE LA POPULATION MIGRANTE

Avoir un permis de séjour et/ou de travail en Suisse rend l'obtention des aides sociales complexe pour diverses raisons. Il y a tout particulièrement un enjeu de voir son permis de séjour non renouvelé et d'être exclu du pays. Néanmoins, ces aides sont souvent indispensables à de nombreuses personnes titulaires d'un permis pour qu'elles puissent vivre décemment.

Imaginons alors quand, en plus, la personne est un·e travailleur·euse·s du sexe. En effet, il ne faut pas non plus oublier la perspective intersectionnelle. Le plus souvent dans cette population, les gens cumulent les discriminations en raison de leur métier, de leur statut de migrant·e, mais également en fonction de leur genre.

Il serait, ainsi, intéressant de développer un accès aux aides sociales de manière plus facilitée pour les personnes titulaires de permis de séjour et/ou de travail en Suisse.

## 6.3 OUVERTURES

Pour terminer et conclure ce travail de Bachelor, nous aimerions proposer quelques ouvertures, qui pourraient permettre à quelqu'un qui souhaite poursuivre notre recherche

dans le domaine du travail du sexe, en identifiant les interrogations qui sont encore en suspens.

Tout d'abord, pour plusieurs raisons indépendantes de nous, nous n'avons pas pu, dans la réalisation de nos entretiens, interroger directement des travailleur·euse·s du sexe. Néanmoins, nous trouverions important de leur offrir un droit de parole. Il en va de même pour l'élargissement de notre échantillonnage. Nous ne disposions pas d'assez de temps pour le faire, mais il serait pertinent de réaliser une comparaison intercantonale de ce qui est proposé aux TDS en matière d'accompagnement social.

Il serait aussi pertinent d'étudier plus particulièrement les TDS s'identifiant en tant qu'homme ou sur les différentes stigmatisations qui peuvent toucher les travailleur·euse·s du sexe en fonction de leur identité de genre.

Ensuite, nous trouverions intéressant de poursuivre l'étude réalisée par l'Université de Fribourg qui se concentre sur le sexe transactionnel chez les jeunes (Colombo, A. et al., 2021). Est-ce que ce dernier peut être considéré comme du travail du sexe ou non ? Quels sont tous les types de travail du sexe et comment se différencient-ils ? Et qu'en est-il du cybersexe ?

Nous trouvons également important de réaliser une étude sur le nombre de TDS qui ont déjà subi des violences sexuelles avant leur entrée dans le monde prostitutionnel. Aurait-il, ou non, une corrélation entre ceci et le fait de se retrouver travailleur·euse·s du sexe ? Peut-être dans une perspective militante ou de réappropriation de son propre corps, comme nous avons pu l'apprendre dans l'analyse de nos entretiens ?

Pour terminer, qu'en est-il de la reconnaissance du métier d'assistant·e sexuel·le en Valais ? Et en Suisse romande ? Est-ce que les assistant·e·s sexuel·le·s se reconnaissent-ils·elles dans la définition de travailleur·euse du sexe ou non ? Est-ce le cas pour tous·tes ?

Nous terminons notre travail avec la citation d'une professionnelle qui nous a marqué :

*« Donc je pense que si chacun·e fait bien son boulot, a une hygiène de pensée qui fait que « je ne stigmatise pas », [les TDS ne seraient pas aussi marginalisé·e·s et ne se sentiraient pas honteux·euses de parler de leur pratique] ».*

## 7 BIBLIOGRAPHIE

---

- Ayerbe, C., Dupré la Tour, M., Henry, P., Vey, B. (2011). *Prostitution : guide pour un accompagnement social*. Érès.  
<https://doi.org/10.3917/eres.ayerb.2011.01>
- Bailly, A. S., Aydalot, P., Godbout, J., Hussy, C., Raffestin, C., & Turco, A. (1983). La marginalité : Réflexions conceptuelles et perspectives en géographie, sociologie et économie. *Géotopiques*, 1, 73-115. <https://archive-ouverte.unige.ch/unige:4332>
- Carvalho Arruda, C. (2007). Les prostituées brésiliennes dans le canton de Vaud (Suisse) entretien commenté par Carine Carvahlo Arruda. *Diasporas. Histoire et sociétés*, 11, 176-179. [https://www.persee.fr/doc/diasp\\_1637-5823\\_2007\\_num\\_11\\_1\\_1126](https://www.persee.fr/doc/diasp_1637-5823_2007_num_11_1_1126)
- Chimienti, M. (2009). *Prostitution et migration, la dynamique de l'agir faible*. Seismo.
- Colombo, A., Carbajal, M., Milani, R., Jacot, C., Baudat, S., Carvalhosa Barbosa, M. & Heeb, J.-L. (2021). *Représentations juvéniles de la sexualité et des transactions sexuelles impliquant des jeunes en Suisse. Rapport des résultats de l'enquête par questionnaire « Sexe, relations... et toi ? » (volet quantitatif)*. Recherche financée par la Fondation Oak et réalisée par la HES-SO/HETS-FR.
- Foucart, J. (2017). Prostitution et proxénétisme : une construction sociale. *Le Sociographe*, 59, 79-91.  
<https://doi.org/10.3917/graph.059.0079>
- Gil, F. (2012). *Prostitution : fantasmes et réalités*. ESF Editeur.
- HETS Genève (2013). *Code d'éthique de la recherche*.  
[https://www.hesge.ch/hets/sites/default/files/contribution/formation\\_de\\_base/Documents/travail\\_social/codeethiquets-tb-etat\\_avril2013.pdf](https://www.hesge.ch/hets/sites/default/files/contribution/formation_de_base/Documents/travail_social/codeethiquets-tb-etat_avril2013.pdf)
- Legardinier, C. (1997). *La prostitution*. Les Essentiels Milan.
- Lièvre, P. (2006). *Manuel d'initiation à la recherche en travail social*. Éditions de l'École Nationale de la Santé Publique.



Loi cantonale valaisanne du 12 mars 2015 sur la prostitution (RS 932.1/VS ; état le 18 mars 2022)

Maëla, P. (2009). L'accompagnement dans le champ professionnel. *Savoirs*, 20, 11-63. <https://doi.org/10.3917/savo.020.0011>

Mathieu, L. (2014), *La fin du tapin. Sociologie de la croisade pour l'abolition de la prostitution*. Éditions François Bourin.  
<https://doi.org/10.4000/champpenal.8787>

Maugère, A. (2014). La résistance au changement de la politique en matière de prostitution au Canada : La puissance d'un système de pensée moral. *Déviance et Société*, 38, 29-53.  
<https://doi.org/10.3917/ds.381.0029>

Méda, D. (2015). *Le travail*. Presses Universitaires de France.  
<https://doi.org/10.3917/puf.meda.2015.01>

Ott, L. (2011). Travail, travail social et travail du social. *Transversalités*, 120, 87-100. <https://doi.org/10.3917/trans.120.0087>

Police cantonale valaisanne. (2022). *Qui sommes-nous ?* Consulté le 6 mai 2022, à l'adresse <https://www.policevalais.ch/qui-sommes-nous/>

Promotion Santé Valais. (s. d. a). *Missions et valeurs*. Consulté le 6 mai 2022, à l'adresse [Missions et valeurs : Promotion santé Valais \(promotionsantevalais.ch\)](https://promotionsantevalais.ch/Missions-et-valeurs-Promotion-santé-Valais)

Promotion Santé Valais. (s. d. b). *BellaDonna*. Consulté le 6 mai 2022, à l'adresse [BellaDonna : Promotion santé Valais \(promotionsantevalais.ch\)](https://promotionsantevalais.ch/BellaDonna-Promotion-santé-Valais)

SIPE. (2022a). *Mission*. Consulté le 14 novembre 2022, à l'adresse <https://www.sipe-vs.ch/fr/mission-114.html>

SIPE. (2022b). *SIPE*. Consulté le 14 novembre 2022, à l'adresse <https://www.sipe-vs.ch/fr/sipe-32.html>

Van Campenhoudt, L. & Quivy, R. (2011). *Manuel de recherche en sciences sociales*.  
Dunod.

## 8 ANNEXES

---

### 8.1 ENTRETIEN EXPLORATOIRE

#### **1. Quel est le rôle de Promotion Santé Valais (PSV) vis-à-vis de la prostitution ?**

Avant le COVID, la permanence sociale mise en place pour les travailleur·euse·s du sexe, suffisait largement à un taux de 20 %. Cependant, lorsque la pandémie est arrivée, les demandes pour cette prestation ont explosé et ont même débordé de demande en tout genre :

- Comment faire avec la fermeture des frontières ? ;
- C'est une population qui n'a pas d'économie et qui, du jour au lendemain, se voit être interdit d'exercer leur travail alors qu'ils·elles n'ont pas droit aux assurances sociales, comment faire ? ;
- Les travailleur·euse·s du sexe ne parlent pas la langue et ne connaissent pas le système, que et quoi faut-il faire pour les aider au mieux ?

Heureusement, des solutions temporaires ont été trouvées par les assistantes sociales de la permanence et le pourcentage de travail pour cette dernière a augmenté et va certainement continuer d'augmenter. En effet, même après la pandémie, les demandes de réorientation professionnelle restent fréquentes.

Alors, une fois la fin des vagues successives de fermeture et d'ouvertures, Promotion Santé Valais (PSV) a cherché des partenaires pour la réinsertion : il y a eu un contact avec différents partenaires, dont l'OSEO, mais les travailleur·euse·s du sexe n'entrent dans aucune « case » du système Suisse pour la réinsertion.

Néanmoins, tout récemment, les assistantes sociales du programme ont fait une rencontre avec le partenaire Intégration Pour Tous qui semble plus ouverts que d'autre pour collaborer avec cette population. Cela reste tout nouveau depuis le début de l'année, mais ils ont des fonds pour le financement et ça pourrait les intéresser.

*→ Il y a déjà environ 3 TDS suivit par IPT actuellement, mais il reste encore entre 5 et 10 autres personnes qui souhaitent changer de profession.*

C'est très compliqué de les réinsérer, car chaque TDS a une situation personnelle particulière. L'un des problèmes est surtout le fait qu'ils·elles vivent là où ils·elles travaillent. En effet, pour le renouvellement du permis, le programme du secrétariat d'État aux migrations (SEM) ne fonctionne pas à cause de cela.

PSV a cherché, ailleurs en Suisse, s'il y avait déjà un programme de fait pour s'en inspirer, mais il n'existe rien concrètement en Suisse pour la réinsertion socio-professionnel des travailleur·euse·s du sexe. Pourtant, c'est une demande qui est récurrente dans tous les cantons.

## **2. Qui travaille chez PSV ?**

Les personnes employées à PSV, de manière générale, se sont formées par le biais d'une formation de l'aide suisse contre le sida, mais ils·elles n'ont pas forcément de formation spécifique (formation par pairs). Le plus important est de connaître le milieu.

À la permanence sociale, ce sont deux personnes qui sont formées en travail social qui parlent chacune cinq à six langues.

## **3. Que contient la loi sur la prostitution en Valais (LProst Valais) ?**

Dans la LProst en Valais, il y a l'obligation pour les TDS de s'enregistrer auprès de la police ainsi qu'aux gérants de salon de s'enregistrer comme tel. Il n'y a aucune obligation de se rendre à la permanence de PSV, mais un flyer leur est tout de même distribué lors de l'enregistrement.

*→ Le plus important est qu'ils·elles ne doivent pas croire que PSV est un programme de surveillance lié à la police et que leurs données restent enregistrées. Sinon c'est difficile de les aider, car il n'y a pas de lien de confiance.*

Il y a peu de personnes qui ne s'annoncent pas à la police. Ceux·celles qui peuvent échapper à ce système sont ceux·celles qui sont Suisses, qui sont considéré·e·s comme indépendant·e·s et qui travaillent dans leur propre studio.

## **4. Comment ça se fait que ces personnes viennent en Suisse ? Et comment obtiennent-ils·elles un permis ?**

En premier, la majorité des TDS qui exercent en Valais viennent du pays de l'est et d'Amérique du Sud (Brésil, Santo Domingo, République Dominicaine, Colombie, etc.).

→ *Les Roumain·e·s qui arrivent en Suisse ont une autorisation d'établissement de 90 jours tandis que la plupart des personnes venant d'Amérique du Sud arrivent avec un passeport espagnol et, après un certain nombre d'années, ils·elles reçoivent un permis B ou se marient.*

Du coup, ils·elles passent souvent sous les radars de l'immigration et donc des programmes de réinsertion du service de l'immigration.

### **5. Est-ce que les TDS peuvent toucher l'aide sociale ?**

Il existe un risque d'être renvoyé dans leur pays si on fait la demande d'aide sociale, risque que les TDS ne souhaitent pas prendre.

### **6. Comment est-ce que les TDS prennent contact avec PSV ?**

Au départ il y a un mandat « sanitaire » de préventions des infections sexuellement transmissible (IST) avec une médiatrice qui fait des tours de terrain et qui se présente donc sur les lieux de prostitution.

Pendant des années, c'étaient surtout des interventions hors mur où les travailleur·euse·s social·e·s venaient sur le terrain. Ensuite, lors de la création et de l'application de la loi sur la prostitution en Valais (LProst Valais), il y a eu la mise en place de la permanence sociale à PSV où ce sont les TDS qui viennent eux·elles-mêmes.

Il reste tout de même les deux mouvements : les TDS viennent à la permanence, mais il y aussi les TS qui vont les chercher par le biais d'action hors-mur.

### **7. Quels sont les besoins des TDS au sujet de la réinsertion socio-professionnelle ?**

La majorité d'entre-eux·elles souhaitent changer de travail parce qu'ils·elles en ont marre de faire ça, d'autres commencent à devenir âgé·e·s et ont donc moins de clients et ne parviennent plus à gagner assez d'argent.

Les problèmes à la réinsertion socio-professionnelle pour les profils de TDS jeunes, c'est surtout la barrière de la langue et le manque de reconnaissances des diplômes

professionnels en Suisse. Il y a aussi des problématiques d'écritures et de lectures (illettrisme).

→ *Les TDS sont, le plus souvent, une population précaire qui a une formation peu élevée ou au contraire assez élevée, mais qui n'est pas reconnue ou qu'ils-elles n'ont pas fait reconnaître parce qu'ils-elles ne savent pas comment le faire.*

Il y a pas mal de possibilité de se réinsérer dans des métiers de l'intendance, mais cela paie nettement moins que leur travail initial, donc moins intéressant.

### **8. Est-ce que ce sont des TDS « libres » ou victimes de proxénétisme ?**

Actuellement, en Valais, on ne détecte pas de la traite d'humain ni dans le thème de la prostitution ni dans un autre, mais ce n'est pas non plus inexistant.

Néanmoins, s'il y avait quand même des victimes de proxénète en Valais, les TS travaillant dans le programme de PSV pour les TDS les descelleraient assez rapidement, grâce aux deux « mouvements » (les TS qui viennent dans les salons et les TdS viennent à la permanence). De plus, les TS et la police sont bien renseignés sur les lieux de prostitution et, du coup, ils y vont pour faire des contrôles.

→ *Toutefois, cela reste un phénomène sournois et caché et il y a plus de condamnation pour le proxénétisme que pour la traite d'humain en Suisse.*

→ *Il y a « moins » de proxénétisme en Valais, car avec la LProst, il y a l'enregistrement obligatoire. Les réseaux de traite savent ce que la police demande et savent donc qu'il faut éviter le Valais pour leur réseau.*

Du point de vue de si les prostitué·e·s le sont par choix ou sont victimes, c'est beaucoup plus subtil que ça. En effet, il arrive qu'ils-elles disent eux-elles-mêmes que ce n'est pas leur métier de rêve, mais que, dès le moment où ils-elles offrent une prestation, il y a le rapport de domination qui est très nuancé, qui change et qui fait qu'ils-elles ne se voient pas que des victimes.

→ *Les situations dans ce domaine-là ne sont jamais claires, c'est comme une grosse pelote de laine qu'il faut démêler. Il arrive même qu'eux-elles-mêmes ne soient pas consciente d'être victime*

### **9. Comment identifier une victime de proxénétisme ?**

Un des indicateurs pour savoir si c'est de la traite d'humain, c'est que les proxénètes prennent les papiers des prostitué·e·s. Mais cela reste très compliqué à déceler, parce que le proxénétisme, ce sont des réseaux internationaux et cela demande donc de faire des enquêtes.

Les trois indicateurs très forts de traite humaine sont :

1. La tricherie/tromperie/chantage sur le motif de faire venir en Suisse ;
2. Le transport organisé non payé sur le moment ;
3. Le saisissement des documents d'identité.

Finalement si, à PSV, les assistantes sociales semblent faire face à une situation de proxénétisme, elles réorientent les TDS dans les centres LAVI.

#### **10. Existe-t-il d'autres formes de prostitution que le proxénétisme ?**

Il y a, notamment, une autre forme de prostitution que PSV et la police n'arrivent pas à toucher ou appréhender : l'escorting.

Ces deux institutions connaissent les lieux de prostitution dans les stations, mais c'est de la prostitution de luxe et elles ne peuvent pas les appréhender facilement. De plus, les prostitué·e·s escort sont surtout des filles de grandes villes et sont des « choix catalogue ».

## 8.2 GRILLE D'ENTRETIEN PSV

Hyp.	Questions	Relance(s)	Théorie
<b>1</b> <b>Thème : Accompagnement</b>	Nous allons commencer par parler de l'accompagnement des TDS. Quels services proposez-vous ?	Pour quelles raisons proposez-vous ces services ?	Il existe déjà des structures d'accompagnement aux travailleur-euse-s du sexe dans chaque canton. Nous nous demandons alors quelles méthodologies d'approche sont utilisées et quelles prestations sont fournies dans de tel lieu de rencontre.
<b>1</b> <b>Thème : premier contact comment ça se passe ? Des TDS aux TS, des TS aux TDS, difficultés dans l'entrée en contact ou pas ?</b>	Nous aimerions comprendre comment vous mettez en place cet accompagnement concrètement. Tout d'abord, nous aimerions savoir comment vous faites pour prendre contact avec ces personnes ? Avez-vous l'impression qu'il est difficile pour eux-elles de venir chercher de l'aide ?	Avez-vous des partenaires et/ou des collaborateurs qui font connaître vos prestations et redirigent les TDS chez vous ? Où sont-elles ? Est-ce vous qui allez vers elles ou l'inverse ? Qui prend contact en général ? Est-ce que vous avez un protocole précis ? Quelles sont les difficultés que vous rencontrez dans la première prise de contact ?	
<b>1</b>	Pourriez-vous prendre l'exemple d'une personne récemment accompagnée et nous décrire comment s'est déroulé la première approche ? (Donnons-lui un nom fictif -> exemple : Sabrina)	Est-ce le plus souvent comme cela que ça se passe ?	
<b>1</b>	Quel est votre idéal à atteindre en termes d'accompagnement ?		
			la considérer dans sa globalité (faire connaissance avec elle et évaluer ses besoins) il faut aussi identifier ses projets afin de mettre en place un suivi en fonction de ces derniers.
<b>2</b> <b>Thème : le rôle de la police</b> <b>Thème : le rôle des TS en rapport avec celui de la police</b>	Il y a plusieurs acteurs qui interviennent auprès des TDS. Nous avons lu dans la LProst Valaisanne que la police s'occupait du contrôle de l'activité des TDS, avez-vous un rôle à jouer dans cette fonction vous aussi ? Comment ? Est-ce que vous collaborez avec la police ? si oui comment ? répartition des tâches ? lesquelles ?		Il existe déjà des structures d'accompagnement aux travailleur-euse-s du sexe dans chaque canton. Nous nous demandons alors quelles méthodologies d'approche sont utilisées et quelles prestations sont fournies dans de tel lieu de rencontre.
<b>2</b>	Y a-t-il d'autres acteurs qui gravitent autour des TDS ? lesquels ? que font-ils ? comment collaborez-vous avec eux ?	En général, qui intervient auprès des TDS et comment ?	
<b>3</b> <b>Thème : Profil des TDS</b>	Maintenant nous aimerions aborder le profil des TDS Est-ce que vous avez l'impression qu'il y a des trajectoires de vies, des points communs aux histoires de vie qui amènent les TDS au travail du sexe ? Lesquelles ?  Est-ce que vous pensez que les parcours prostitutionnels sont la plupart du temps liés à la précarité ?		Legardinier (2006) avance que l'entrée dans le monde prostitutionnel en tant que travailleur-euse-s du sexe s'opère après une suite d'échecs et de souffrances. Legardinier (2006) ajoute aussi que chaque parcours est singulier, mais que des facteurs similaires se retrouvent dans la plupart de ces derniers. Elle fait notamment allusion à la fragilité, à la quête de reconnaissance et la recherche de repères.



			<p>L'interviewe mené par Carvalho Arruda (2007), nous permet lui aussi d'affirmer les propos de Legardinier. En effet, la prostituée brésilienne qu'il a questionnée et qui a migré en Suisse, raconte avoir eu une enfance très pauvre avec un père alcoolique. Confrontée à la précarité, elle commencera à travailler très tôt. Là, nous pouvons imaginer une fragilité et une recherche de repères comme le suggérait les auteures précédentes.</p>
<p><b>1</b> <b>Thème:</b> <b>marginalisation</b></p>	<p>Avez-vous l'impression que les travailleur-euse-s du sexe sont des personnes qui sont marginalisé-e-s/stigmatisé-e-s/rejeté-e-s ?</p>	<p>Quels sont les indices, comment vous les voyez ?</p> <p>À votre avis, quelles sont les raisons de la stigmatisation/marginalisation/exclusion des prostitué-e-s ?</p> <p>Comment prenez-vous en compte cette marginalisation pour entrer en contact avec eux-elles ?</p> <p>Est-ce que cette marginalisation complique la prise de contact et comment ?</p>	<p>Gil (2012) affirme que la marginalité est le cadre « naturel » dans lequel évoluent les prostitué-e-s, car ces dernières et derniers sont spontanément rejetés de la société.</p>
<p><b>1</b> <b>Thème :</b></p>	<p>Les dangers de la prostitution sont multiples : violences, maladies, addiction. Comment est-ce que</p>		<p>La violence est le premier danger selon Legardinier (2006). En plus des dangers</p>
<p><b>Notion de sécurité</b></p>	<p>ces notions de dangers influencent-elles votre accompagnement ?</p>		<p>physiques dus au coups et blessures portés par les clients, l'autrice évoque également les menaces et le harcèlement imposés par les proxénètes. Effectivement, des atteintes à la santé mentale peuvent être subies à cause de la pression imposée par ces derniers.</p> <p>La prostitution, pour Legardinier (2006), est une porte ouverte aux addictions. En effet, pour supporter la violence, les prostitué-e-s font plus facilement recours à la consommation d'alcool et de drogue ce qui provoque des dépendances.</p> <p>Tous les risques dus à la transmission d'infections sexuellement transmissibles (IST) sont aussi évoqués (Legardinier, 2006). Il est vrai que, puisque la prostitution est un échange économique-sexuel et que tous rapports sexuels comportent des risques de transmissions de maladies, un-e prostitué-e multiplie alors les risques d'en contracter.</p>

1	Que pouvez-vous me dire sur la vie sociale des personnes prostituées que vous accompagnez ?	Et que pouvez-vous me dire sur leur accès à la santé ?	Comme le dit <u>Averbe C. et al. (2011)</u> , « pour celles et ceux qui se prostituent, parler de soi, de son corps et de sa santé est un sujet difficile à aborder » (p. 183). C'est un fait qui s'explique notamment par la stigmatisation que subissent ces personnes.
3 Thème : choix vs non-choix de cette activité	Est-ce que vous avez l'impression que les personnes qui vous accompagnez pratique le travail du sexe par choix ?  Quelle est la proportion des témoignages de prostitué·e·s qui exercent par choix que vous avez récolté dans votre activité ?  Est-ce que l'accompagnement proposé diffère si le travail du sexe est fait par choix ou pas ?	Quel votre point de vue vis-à-vis des personnes qui disent que la prostitution n'est pas un choix/est un choix ?	« La prostituée est [...] traditionnellement représentée comme une « pauvre fille » subissant les assauts d'hommes venant satisfaire des besoins sexuels irrépressibles, manipulée comme un pantin par d'autres hommes profitant de sa situation de victime pour s'enrichir » (Gil, 2012, p. 83). Dans cette citation l'autrice souligne que, dans les représentations classiques que nous avons, les prostitué·e sont perçues comme n'ayant pas le choix, comme des victimes.
3	Selon vous, comment se fait-il qu'une majorité de TDS <u>est</u> issue de la migration ?		Tout d'abord, <u>Chimienti (2009)</u> explique qu'il « n'existe pas d'informations fiables au niveau national concernant les personnes travaillant sur le marché du sexe par le biais du recensement de la population » (p. 80). Néanmoins, il a pu identifier que le marché du travail du sexe en Suisse est séparé par nationalités avec particulièrement des Russes, des Roumain·e·s et des Ukrainien·ne·s. Il y a également la
			présence de prostitué·e·s provenant de pays Africains, d'Amérique latine et d'Asie.
3	Reprenons l'exemple de Sabrina, est-ce que vous pourriez nous raconter son entrée dans la prostitution ?		<u>Legardinier (2006)</u> ajoute aussi que chaque parcours est singulier, mais que des facteurs similaires se retrouvent dans la plupart de ces derniers. Elle fait notamment allusion à la fragilité, à la quête de reconnaissance et la recherche de repères.
Questions bonus, liées à aucune hypothèse	Considérez-vous la prostitution comme un travail ?  Pensez-vous que la prostitution de salon est-elle une forme de prostitution qui permet l'invisibilisation du proxénétisme ?		

## 8.3 GRILLE D'ENTRETIEN SIPE

Hvp.	Questions	Relance(s)	Théorie
1 Thème : Accompagne- ment	Nous allons commencer par parler de l'accompagnement des TDS.  Quels services proposez-vous pour cette population-là ?  Quel sont les différents corps de métier présents au sein du SIPE ?	Pour quelles raisons proposez-vous ces services ?	Il existe déjà des structures d'accompagnement aux travailleur-euse-s du sexe dans chaque canton. Nous nous demandons alors quelles méthodologies d'approche sont utilisées et quelles prestations sont fournies dans de tel lieu de rencontre.
1 Thème : premier contact comment ça se passe ? Des TDS aux TS, des TS aux TDS, difficultés dans l'entrée en contact ou pas ?	Nous aimerions comprendre comment vous mettez en place l'accompagnement au sein de votre structure.  Tout d'abord, nous aimerions savoir comment vous faites pour prendre contact avec ces personnes ? Avez-vous l'impression qu'il est difficile pour eux-elles de venir chercher de l'aide auprès de vous lorsqu'ils-elles en ont besoin ?	Avez-vous des partenaires et/ou des collaborateurs qui font connaître vos prestations et redirigent les TDS chez vous ?  Où sont-elles ?  Est-ce vous qui allez vers elles ou l'inverse ?  Qui prend contact en général ?  Est-ce que vous avez un protocole précis ?  Comment les TdS entendent parler du SIPE ?  Quelles sont les difficultés que vous rencontrez dans la première prise de contact ?	
1	Pourriez-vous prendre l'exemple d'une personne récemment accompagnée et nous décrire comment s'est déroulé la première approche ?	Est-ce le plus souvent comme cela que ça se passe ?	
1	Quel est votre idéal à atteindre en termes d'accompagnement ?		Maela (2009) définit l'accompagnement comme : « la notion d'accompagnement s'instaure sur la base d'un ensemble de caractéristiques telles que la considération globale de la personne et la personnalisation des projets qui en découlent » (p.12). L'auteur avance donc que, pour accompagner une personne, en plus de la considérer dans sa globalité (faire connaissance avec elle et évaluer ses besoins) il faut aussi identifier ses projets afin de mettre en place un suivi en fonction de ces derniers.
1	Est-ce que vous savez automatiquement si vos client-e-s sont TdS ? Vous en intéressez-vous forcément ?	Si vous le savez, est-ce que cela modifie quelque chose dans votre accompagnement ?  Si vous ne le savez pas, est-ce que cela modifierait quelque chose dans votre accompagnement si vous saviez que la personne que vous accompagnez est un-e TdS ?  Identifiez-vous systématiquement si vos client-e-s sont TdS ? Comment ?	

2	<p><b>Thème : le rôle de la police</b></p> <p><b>Thème : le rôle des TS en rapport avec celui de la police</b></p>	<p>Il y a plusieurs acteurs qui interviennent auprès des TDS. Nous avons lu dans la LProst Valaisanne que la police s'occupait du contrôle de l'activité des TDS et les travailleurs sociaux de l'accompagnement social. Mais vous ? Quel rôle avez-vous ?</p> <p>Qu'apportez-vous-en plus 2 de ces deux acteurs-là ?</p> <p>Comment vous positionnez-vous entre ces deux acteurs ?</p>	<p>Offrez-vous systématiquement un accompagnement au niveau de la santé sexuelle au TdS ou non ?</p>	<p>Il existe déjà des structures d'accompagnement aux travailleur-euse-s du sexe dans chaque canton. Nous nous demandons alors quelles méthodologies d'approche sont utilisées et quelles prestations sont fournies dans de tel lieu de rencontre.</p>
	2	<p>Avez-vous connaissances d'autres acteurs qui gravitent autour des TDS ? lesquels ? que font-ils ?</p> <p>Comment collaborez-vous avec les autres membres du réseau ?</p>		
3	<p><b>Thème : Profil des TDS</b></p>	<p>Est-ce que vous remarquez une précarité quelconque (financières, dans les notions de santé sexuelle, sur la prévention sexuelle, etc.) dans le profil des TdS que vous accompagnez ?</p>	<p>Est-ce que vous remarquez des similitudes dans le profil des TdS que vous accompagnez ?</p>	<p>Legardinier (2006) avance que l'entrée dans le monde prostitutionnel en tant que travailleur-euse-s du sexe s'opère après une suite d'échecs et de souffrances. Legardinier (2006) ajoute aussi que chaque parcours est singulier, mais que des facteurs similaires se retrouvent dans la plupart de ces derniers. Elle fait notamment allusion à la fragilité, à la quête de reconnaissance et la recherche de repères.</p> <p>L'interviewe mené par Carvalho Arruda (2007), nous permet lui aussi d'affirmer les propos de Legardinier. En effet, la</p>

				<p>prostituée brésilienne qu'il a questionnée et qui a migré en Suisse, raconte avoir eu une enfance très pauvre avec un père alcoolique. Confrontée à la précarité, elle commencera à travailler très tôt. Là, nous pouvons imaginer une fragilité et une recherche de repères comme le suggérait les auteures précédentes.</p>
1	<p><b>Thème : marginalisation</b></p>	<p>Avez-vous l'impression que les travailleur-euse-s du sexe sont des personnes qui sont marginalisé-e-s/stigmatisé-e-s/rejeté-e-s ?</p>	<p>Quels sont les indices, comment vous les voyez ?</p> <p>À votre avis, quelles sont les raisons de la stigmatisation/marginalisation/exclusion des prostitué-e-s ?</p> <p>Comment prenez-vous en compte cette marginalisation pour entrer en contact avec eux-elles ?</p> <p>Est-ce que cette marginalisation complique la prise de contact et comment ?</p>	<p>Gil (2012) affirme que la marginalité est le cadre « naturel » dans lequel évoluent les prostitué-e-s, car ces dernières et derniers sont spontanément rejetés de la société.</p>
1	<p><b>Thème : Notion de sécurité</b></p>	<p>Les dangers de la prostitution sont multiples : violences, maladies, addiction. Comment est-ce que ces notions de dangers influencent-elles votre accompagnement ?</p>		<p>La violence est le premier danger selon Legardinier (2006). En plus des dangers physiques dus au coups et blessures portés par les clients, l'autrice évoque également les menaces et le</p>

			<p>harcèlement imposés par les proxénètes. Effectivement, des atteintes à la santé mentale peuvent être subies à cause de la pression imposée par ces derniers.</p> <p>La prostitution, pour <u>Legardinier</u> (2006), est une porte ouverte aux addictions. En effet, pour supporter la violence, les prostitué·e·s font plus facilement recours à la consommation d'alcool et de drogue ce qui provoque des dépendances.</p> <p>Tous les risques dus à la transmission d'infections sexuellement transmissibles (IST) sont aussi évoqués (<u>Legardinier</u>, 2006). Il est vrai que, puisque la prostitution est un échange économico-sexuel et que tous rapports sexuels comportent des risques de transmissions de maladies, un·e prostitué·e multiplie alors les risques d'en contracter.</p>
--	--	--	--

<p><b>3</b></p> <p><b>Thème : choix vs non-choix de cette activité</b></p>	<p>Est-ce que vous avez l'impression que les personnes qui vous accompagnez pratique le travail du sexe par choix ?</p> <p>Quelle est la proportion des témoignages de prostitué·e·s qui exercent par choix que vous avez récolté dans votre activité ?</p> <p>Est-ce que l'accompagnement proposé diffère si le travail du sexe est fait par choix ou pas ?</p>	<p>Quel votre point de vue vis-à-vis des personnes qui disent que la prostitution n'est pas un choix/est un choix ?</p>	<p>« La prostituée est [...] traditionnellement représentée comme une « pauvre fille » subissant les assauts d'hommes venant satisfaire des besoins sexuels irrépressibles, manipulée comme un pantin par d'autres hommes profitant de sa situation de victime pour s'enrichir » (Gil, 2012, p. 83). Dans cette citation l'autrice souligne que, dans les représentations classiques que nous avons, les prostitué·e·s sont perçues comme n'ayant pas le choix, comme des victimes.</p>
<p><b>3</b></p>	<p>Selon vous, comment se fait-il qu'une majorité de TDS <u>est</u> issue de la migration ?</p>		<p>Tout d'abord, <u>Chimienti</u> (2009) explique qu'il « n'existe pas d'informations fiables au niveau national concernant les personnes travaillant sur le marché du sexe par le biais du recensement de la population » (p. 80). Néanmoins, il a pu identifier que le marché du travail du sexe en Suisse est séparé par nationalités avec particulièrement des Russes, des Roumain·e·s et des Ukrainien·ne·s. Il y a également la présence de prostitué·e·s provenant de pays Africains, d'Amérique latine et d'Asie.</p>
<p><b>Questions bonus, liées à aucune hypothèse</b></p>	<p>Considérez-vous la prostitution comme un travail ?</p>		

	Pensez-vous que la prostitution de salon est-elle une forme de prostitution qui permet l'invisibilisation du proxénétisme ?		
--	---	--	--

## 8.4 QUESTIONNAIRE POUR LA POLICE

1. Nous allons commencer par parler de l'accompagnement des TDS.

- a. Quels services proposez-vous ?
- b. Pourquoi proposer ce service ? Que faites-vous ?
- c. Quel est votre fonction, votre statut ainsi que ceux de vos collègues (s'ils interviennent aussi auprès des TDS) ?

**Relance :**

Cela m'intéresserait de savoir s'ils ont reçu des formations spécifiques pour ce domaine ou autres et si oui, lesquelles ?

- d. Nous avons lu dans la LProst Valaisanne que les TDS avait l'obligation de s'annoncer auprès de la police. Pensez-vous que tous les TDS le fassent ? Comment vous en assurez-vous ?

2. Nous aimerions comprendre comment se passe la première prise de contact concrètement.

- a. Tout d'abord, nous aimerions savoir comment vous faites pour prendre contact avec ces personnes ?
- b. Avez-vous l'impression qu'il est difficile pour eux:elles de venir vous voir ?
- c. Un lien de confiance est-il nécessaire à installer pour entrer en contact et assurer un suivi ?

**Relance :**

Auriez-vous des cas à nous raconter (de manière anonyme) où des liens de confiance se sont noués entre la police et les TDS ceci pour comprendre dans quel type de situation ce type de lien peut se créer ?

- d. Avez-vous des partenaires et/ou des collaborateurs qui font connaître vos prestations et redirigent les TDS chez vous ?
- e. Est-ce vous qui allez vers elles ou l'inverse ?
- f. Qui prend contact en général ?
- g. Est-ce que vous avez un protocole précis ?

**Relance :**

Pourriez-vous nous mettre une description du « pourquoi » vous avez besoin des éléments suivants, comment vous les utilisez et dans quelle situation ? Auriez-vous des exemples ?



- Adresse :
- Numéro de téléphone :
- Pièce d'identité :
- Photographie :

- h. Quelles sont les difficultés que vous rencontrez dans la première prise de contact ?
3. Pourriez-vous prendre l'exemple d'une personne récemment accompagnée et nous décrire comment s'est déroulé la première approche ?

**Relance :**

Avez-vous une liste de lieux sûrs ? Ou redirigez-vous la personne vers des associations ? Lesquelles ? Ou avez-vous vous-mêmes à la police des lieux sûrs à proposer ?

4. Quel est votre idéal à atteindre en termes de suivi ?
5. Il y a plusieurs acteurs qui interviennent auprès des TDS. Il y a notamment les TS qui eux:elles s'occupent de l'accompagnement psycho-social, et vous. Selon La Prost Valaisanne, vous vous occupez du contrôle de l'activité des TDS.
  - a. Est-ce que vous vous occupez uniquement du contrôle de l'activité ou est-ce que, selon vous, vous vous chargez également d'une certaine forme d'accompagnement ? Si oui, comment ?
  - b. Est-ce que vous collaborez avec les TS de BellaDonna ? Si oui, comment ? Une répartition des tâches ? Laquelle ?
6. En général, qui intervient auprès des TDS et comment ?
  - a. Y a-t-il d'autres acteurs qui gravitent autour des TDS ? lesquels ? que font-ils ? comment collaborez-vous avec eux ?
7. Maintenant nous aimerions aborder le profil des TDS. Prenez-vous connaissance de la trajectoire des TDS ?
  - a. Si oui, Est-ce que vous avez l'impression qu'il y a des trajectoires de vies, des points communs aux histoires de vie qui amènent les TDS au travail du sexe ? Lesquelles ?
  - b. Est-ce que vous pensez que les parcours prostitutionnels sont la plupart du temps liés à la précarité ?
8. Avez-vous l'impression que les travailleur·euse·s du sexe sont des personnes qui sont marginalisé·e·s/stigmatisé·e·s/rejeté·e·s ?



9. Les dangers de la prostitution sont multiples : violences, maladies, addiction. Comment est-ce que ces notions de dangers influencent-elles votre intervention ?

a. Et que pouvez-vous me dire sur leur accès à la santé ?

10. Que pouvez-vous me dire sur la vie sociale des personnes prostituées que vous accompagnez ?

11. Est-ce que vous avez l'impression que les personnes qui vous accompagnez pratique le travail du sexe par choix ?

12. Selon vous, comment se fait-il qu'une majorité de TDS soit issue de la migration ?

**Relance :**

Arriveriez-vous à nous donner une estimation du pourcentage de TDS issues de la migration ?

13. Pensez-vous que la prostitution de salon est-elle une forme de prostitution qui permet l'invisibilisation du proxénétisme ?

## 8.5 GRILLE D'ANALYSE

**Question de recherche : « Quels sont les enjeux du travail du sexe en Valais, que type d'accompagnement l'encadre-t-il et quels acteurs·ices y interviennent ? »**

**Hypothèse 1 :** « Les prostitué·e·s en Valais souffrent de marginalisation et, par conséquent, peinent à demander l'aide dont elles auraient besoin par rapport aux dangers de leurs activités. De ce fait, ce sont toujours les professionnel·le·s qui doivent engager l'accompagnement ».

**Hypothèse 2 :** « Dans l'accompagnement des prostitué·e·s, la police joue le rôle de contrôle et de l'application du cadre juridique réglementariste. Ce qui permet aux travailleurs sociaux et travailleuses sociales de se concentrer sur l'accompagnement social ».

**Hypothèse 3 :** « Le travail du sexe en Valais n'est pas un choix, car il est spécifiquement lié à la précarité ».

Catégorie / thème	PSV 1	PSV 2	Police	SIPE 1	SIPE 2	Lien(s) avec la théorie ?
Comment se déroule le premier contact ? (hyp.1)						
Quelles sont les difficultés rencontrées dans l'établissement du lien de confiance avec les TDS ? (hyp.1)						

Marginalisation des TDS (hyp.1)						
Vie sociale des TDS (hyp.1)						
Comment la notion de dangers dans la prostitution influence l'accompagnement (hyp.1)						
Rôle de la police (services proposés) (hyp.2)						
Rôle des TS (services proposés) (Hyp.2)						
Collaboration TS et police (Hyp.2)						
Autres acteurs que PSV, le centre SIPE et la police (et services proposés) ?						
Profil des TDS (hyp.3)						
Parcours/entrée dans le travail du sexe (hyp.3)						
Migration et travail du sexe (hyp.3)						
Précarité dans le travail du sexe (hyp.3)						
Choix vs non-choix du travail du sexe (hyp.3)						